

page 185 lectures

PRE

LE PIÈGE DAECH. L'ÉTAT ISLAMIQUE OU LE RETOUR DE L'HISTOIRE

Pierre-Jean Luizard

Paris, La Découverte, 2015, 187 pages

LE RETOUR DES DJIHADISTES. AUX RACINES DE L'ÉTAT ISLAMIQUE

Patrick Cockburn

Paris, Équateurs, 2014, 174 pages

Dans l'abondance d'essais, de récits et de témoignages récemment publiés autour de l'État islamique¹, les ouvrages de Pierre-Jean Luizard et Patrick Cockburn sont particulièrement bienvenus. Rédigés par le spécialiste de l'Irak le plus reconnu de sa génération en France pour le premier, et par un journaliste intimement familier des crises qui déchirent le Moyen-Orient depuis déjà plusieurs décennies pour le second, ils se distinguent par leur sérieux et la rigueur de leur démonstration. Les approches du phénomène djihadiste proposées par ces deux auteurs se complètent: tandis que Luizard illustre, à travers son argumentaire, en quoi l'Occident est tombé dans le « piège Daech », fruit du « retour de l'Histoire » selon lui, Cockburn met en avant la duplicité de ce même Occident qui a longtemps soutenu – et continue à soutenir – des puissances régionales étroitement liées à la mouvance radicale.

À travers un propos documenté et concis, Luizard vient combler les incompréhensions qui peuvent encore subsister concernant les conditions d'émergence et de développement de l'État islamique, ainsi que son fonctionnement interne et ses structures. Il y a encore un an, ce dernier était méconnu du grand public. Il a fait une entrée fracassante dans l'actualité internationale avec la chute de Mossoul le 10 juin 2014 et la conquête d'un vaste pan de territoire s'étendant entre l'Irak et la Syrie. S'il se penche nécessairement sur ces événements encore brûlants, Luizard relève le pari de rompre avec les commentaires à chaud en faisant « dialoguer l'actualité immédiate et la grande Histoire ». Historien et fin connaisseur du monde arabe et musulman, il ne se contente ainsi pas d'éclairer la réalité de cet « État » islamique, transformé en « califat » par ses concepteurs, mais réintroduit son irruption dans un continuum. L'État islamique n'est-il pas, de fait, le produit macabre d'une déliquescence plus ancienne des États nés du colonialisme au Moyen-Orient, dont l'Irak et la Syrie demeurent les symboles? L'auteur réussit avec brio à mettre au jour des logiques moins visibles, locales et globales, sociales et religieuses, dont les racines remontent au début du xx^e siècle, à l'époque où Français et Britanniques esquisaient secrètement les frontières contemporaines de la région.

La première partie de l'ouvrage s'ouvre sur une remise en perspective des origines de l'État islamique, issu de la mouvance irakienne d'Al-Qaïda et autoproclamé sur plusieurs provinces du pays en octobre 2006. Depuis la disparition de son premier émir Abou Omar Al-Baghdadi, tué en avril 2010 dans un raid américain, c'est Abou Bakr,

1. Il serait trop long de dresser ici une liste exhaustive des titres disponibles, mais en voici trois d'intérêt et en français: L. Napoleoni, *L'État islamique. Multinationale de la violence*, Paris, Calmann-Lévy, 2015; Ph. Bannier et F. Balanche, *L'État islamique et le bouleversement de l'ordre régional*, Paris, Éditions du Cygne, 2015; O. Hanne et Th. Flichy de la Neuville, *L'État islamique. Anatomie du nouveau califat*, Paris, Bernard Giovanangeli, 2014.

prédicateur salafiste originaire de Samarra, qui en a pris la tête. Luizard rappelle à cet effet la centralité du contexte irakien dans l'essor de ce que l'on nommera communément par son acronyme arabe « Daech » – l'État islamique en Irak et au Levant (*Dawla islamiyya fi al-'Iraq wa al-Cham*). Entre marginalisation chronique des sunnites depuis le renversement de Saddam Hussein, « communautarisation » excessive du nouveau champ politique en faveur des chiites et des Kurdes, dérive autoritaire et répressive de l'ancien Premier ministre chiite Nouri Al-Maliki et faiblesse généralisée des institutions, synonyme de toutes formes d'abus, la situation était propice à l'offensive des djihadistes. Luizard décrit parfaitement la détérioration continue du climat politique à Mossoul à l'aube de la crise, qui a contribué à la passivité des tribus et civils face à l'avancée de l'État islamique – quand ceux-ci n'ont pas directement collaboré avec ses membres contre l'armée et le gouvernement.

Au-delà de l'Irak et de la Syrie, l'État islamique entend redessiner le Moyen-Orient, dont il rejette la géographie née des calculs coloniaux et du démembrement de l'Empire ottoman. Son autre objectif est d'internationaliser le conflit, d'autant que ses combattants ont été arrêtés aux portes de Bagdad à l'été 2014 et que s'est organisée la contre-offensive armée, tout d'abord kurde, puis chiite, puis internationale avec la formation d'une large coalition conduite par les États-Unis. Le « retour de l'Histoire » évoqué par Luizard ne consiste pas uniquement en une vengeance contre l'occupation étrangère en Irak et contre le sort des sunnites dans ce pays, mais aussi en une revanche contre les accords Sykes-Picot² et les engagements trahis des Européens qui avaient promis l'indépendance aux Arabes à l'issue de la Grande Guerre. Al-Baghdadi entend ainsi entraîner l'Occident dans un véritable « choc de civilisations ».

Les États du Moyen-Orient, à maints égards artificiels et construits contre leurs sociétés, ravagés par l'autoritarisme sous couvert d'indépendance nationale, et finalement rattrapés par le confessionnalisme, s'évanouissent inlassablement face à ce califat sunnite débarrassé des influences extérieures et des « obstacles » intérieurs – chiites, chrétiens, yézidis, tous mécréants aux yeux des salafistes qui pourchassent et persécutent sauvagement ces communautés au nom de la défense d'une unicité (*tawhid*) aux accents totalitaires. Prônant un retour à l'islam des origines et une application rigoureuse de la *chari'a*, ceux-ci visent l'édification d'un État au sens strict du terme, doté d'un territoire, d'une armée équipée et entraînée, de ressources économiques et financières, et d'un personnel administratif pour le régir. Daech se pose aussi comme une internationale révolutionnaire pour tous les opprimés à travers le monde, usant d'une communication hypersophistiquée et volontairement choquante par la mise en scène d'actions barbares ; il s'agit, par la violence, de glorifier un passé mythique et d'attirer dans ses rangs tous ceux qui souhaitent en découdre avec le système. En cela, l'État islamique a su susciter une réaction de l'Occident, piégé et incapable de résoudre la crise au Moyen-Orient.

Si Luizard était sa thèse avec conviction, doit-on réellement considérer Daech comme un « piège », considération faite de la responsabilité également très lourde des Occidentaux dans l'expansion du djihadisme depuis la fin des années 1980 ?

2. Accords secrets conclus le 16 mai 1916 entre le Royaume-Uni et la France et prévoyant le démantèlement de l'Empire ottoman.

C'est à cette question que Cockburn, journaliste de renom, tente précisément de répondre. Outre un retour tout aussi fouillé sur les origines de l'État islamique, constitué sur les ruines de l'invasion militaire américaine de 2003 et assimilé à « une version proche-orientale du chaudron des sorcières de Macbeth », l'auteur insiste sur le rôle écrasant joué par les États-Unis et l'Occident au sens large. En démantelant l'armée irakienne au début du conflit, Washington a mis à bas un État irakien traditionnellement dirigé par des élites sunnites et a pavé la voie au chaos. Cockburn fait bien aussi de rappeler la responsabilité de nos « alliés » actuels, dont l'Arabie saoudite et les monarchies du Golfe, dans la naissance du monstre djihadiste. Ces « parrains idéologiques et financiers des djihadistes » ont ironiquement fini par prendre peur face au « Frankenstein » qu'ils ont engendré. En face, l'Iran et ses relais chiites apparaissent comme les principaux bénéficiaires de cette expédition occidentale contre la barbarie ; de fait, le réengagement de l'Occident au cœur du Moyen-Orient s'insère dans le droit fil des fiascos qui l'ont précédé et dont les conséquences imprévisibles ne sont plus à démontrer.

En six chapitres, Cockburn retrace les étapes du passage d'un groupe insurgé sunnite tout d'abord minoritaire dans le paysage de la violence armée en Irak et rejeté par les autres factions nationalistes et islamistes, à une organisation militaire et politique surpuissante. Il s'appuie, comme Luizard, sur ses nombreuses enquêtes de terrain dans la région et sur une observation fine de ses réalités, que certains cercles stratégiques occidentaux, du haut de leurs concepts idéologiques tantôt sommaires et abstraits, tantôt volontiers manichéens, ont refusé d'accepter et peinent encore à appréhender. Aux antipodes de ce que beaucoup avaient prédit, le régime de Bachar Al-Assad – dont Cockburn reconnaît le caractère criminel tout en rappelant que la dictature baasiste en Syrie ne saurait se résumer à la communauté alaouite et à son soutien au tyran – ne s'est pas effondré. De même, Daech n'a pas jailli du néant, mais a construit sa popularité sur l'impasse politique, l'incompétence des élites, la corruption endémique et la brutalité des forces armées répondant du pouvoir de Bagdad et Damas.

Enfin, comme le mentionne très justement l'auteur, la tentative de promotion d'une opposition dite « modérée » dans ces pays n'a pas abouti en raison de la confessionnalisation extrême des dynamiques conflictuelles et du « détournement » des deux soulèvements irakien et syrien par les combattants ayant fait allégeance à l'État islamique ou à d'autres formations djihadistes. À ce titre, la promotion du wahhabisme par le royaume saoudien et ses partenaires sunnites dans la péninsule au détriment d'autres courants de pensée de l'islam, conjuguée à l'appui militaire malgré tout apporté par l'Occident à ces États en contrepartie d'opportunités commerciales et de bases militaires, ne sont aucunement dissociables de la « longue période de fermentation » dans laquelle le Moyen-Orient semble être entré. Luizard et Cockburn sont formels : il sera extrêmement difficile d'extraire la région du tourbillon dans lequel Daech l'a emportée.

Myriam Benraad

Chercheur à l'Institut de recherches et d'études sur le monde arabe et musulman (IREMAM, CNRS)

EUROPE

LES CHEMINS DE L'ÉTAT DE DROIT. LA VOIE ÉTROITE DES PAYS ENTRE EUROPE ET RUSSIE

Florent Parmentier

Paris, Presses de Sciences Po,
2014, 142 pages

Par quelles voies les pays du partenariat oriental, et au premier chef l'Ukraine et la Moldavie, cheminent-ils vers l'état de droit ouest-européen ? Ce travail s'inscrit à la confluence de trois champs : une étude sur la transition démocratique dans la veine des travaux de Dankwart Rustow ou de Guy Hermet, une analyse de la politique extérieure de l'Union européenne dans son voisinage et une histoire des « révolutions colorées » de certaines ex-républiques de l'URSS.

La politique européenne de voisinage (PEV) espère transposer aux voisins de l'Europe les recettes utilisées avec succès dans les pays d'Europe centrale, orientale et balte admis en 2004 et 2007 dans la famille européenne. Il s'agit « d'exporter la stabilité pour éviter d'importer l'instabilité ». Elle participe d'un « optimisme institutionnel » que Gilles Kepel a ironiquement qualifié de « Fukuyamite¹ » : idée selon laquelle les modèles de 1789 et 1989 seraient exportables universellement, toutes les sociétés convergeant vers le même modèle libéral-démocrate. Florent Parmentier consacre deux des cinq chapitres de son livre à décrire cet

optimisme institutionnel et ses insuffisances. En effet, la PEV, même régionalisée en 2009 avec le lancement du Partenariat oriental, n'a pas produit les résultats espérés. La « révolution des roses » en Géorgie en 2003, la « révolution orange » en Ukraine en 2004 et la révolution en Moldavie en 1989 n'ont pas conduit à l'avènement de l'état de droit. Florent Parmentier oppose brillamment la révolution comme moment, grâce à laquelle l'alternance est possible, à la révolution comme mouvement, qui accouche de formes dégradées de démocratie : « autoritarismes concurrentiels », « démocraties illibérales », « démocraties », pour citer quelques concepts utilisés pour décrire les régimes de la région.

Ce bilan morose a conduit les tenants de la Fukuyamite à verser dans l'excès inverse, celui de « l'Huntingtonose » : ils expliquent l'échec de ces sociétés par un héritage culturel qui rendrait impossible la greffe de l'état de droit. Ce « pessimisme culturel » plonge ses racines dans une vieille tradition académique – Montesquieu et sa théorie des climats, l'analyse de l'inéluctable déclin des Empires par Spengler et Toynbee, Huntington et son choc des civilisations –, et « subordonne l'implantation d'un état de droit à un processus de maturation lié à des contextes spécifiques ». Mais ce « pessimisme culturel » n'est pas plus pertinent que « l'optimisme institutionnel » auquel il succède. Que les États issus de l'éclatement de l'URSS peinent à trouver leur voie sur le chemin de l'état de droit ne signifie pas qu'ils soient irrémédiablement condamnés par leur patrimoine culturel à végéter sous la coupe de « régimes hybrides ». À rebours du déterminisme professé par Spengler ou Toynbee, Florent Parmentier invoque les mânes de Fernand Braudel qui,

1. G. Kepel, « Entre Est et Sud. L'Europe face aux crises dans ses voisinages », in J. Rupnik (dir.), *Géopolitique de la démocratisation*, Paris, Presses de Sciences Po, 2014, p. 281.

dans sa *Grammaire des civilisations*, refuse « les généralisations faciles d'une philosophie de l'histoire² ».

Yves Gounin

**GÉOPOLITIQUE DE LA DÉMOCRATISATION.
L'EUROPE ET SES VOISINAGES**

Sous la direction de Jacques Rupnik
Paris, Presses de Sciences Po,
2014, 331 pages

Ce livre, qui recueille de stimulantes études de cas, des Balkans au Caucase en passant par la Moldavie, part du constat que l'Union européenne traverse aujourd'hui une crise majeure : « une crise de confiance interne vis-à-vis de son projet et une crise externe marquée par la déstabilisation simultanée de ses voisinages à l'est comme au sud », comme le note Jacques Rupnik dans son introduction. Cependant, malgré les intéressantes approches comparatives que ce livre suggère, il n'engage pas de réflexion sur les causes de cette double crise.

Alors que l'objectif de paix est au cœur du projet européen, l'UE, pourtant lauréate en 2012 du Prix Nobel de la paix, ne sort pas d'une contradiction manifeste depuis le début des années 1990. Si elle peut effectivement se targuer d'avoir neutralisé les guerres sur son territoire, elle s'accommode toujours d'une dangereuse conflictualité à ses confins – hier dans les Balkans, aujourd'hui en Ukraine, au Sahel ou au Proche-Orient. Il semble pour le moins étonnant de prétendre, comme le fait Jacques Rupnik, que l'intervention militaire au Kosovo en 1999 « fit

des Balkans le terrain privilégié de la réhabilitation de la politique étrangère et de sécurité commune », quand cette intervention fut décidée par l'OTAN et ne fit pas l'objet du moindre consensus parmi les partenaires européens. On pourrait même penser que cette intervention a, bien au contraire, sonné le glas d'une politique étrangère commune, les enjeux de sécurité étant « abandonnés » à une structure extra-européenne. Et la « crispation russe » s'explique beaucoup plus, depuis la guerre du Kosovo, par les ambitions croissantes de l'OTAN que par les perspectives d'élargissement européen.

D'une manière générale, la réflexion entamée sur ces « espaces intermédiaires » que sont l'Ukraine, la Moldavie ou le Caucase – voire les Balkans – peut-elle se limiter à une approche militante, le « mal » étant naturellement identifié à Moscou et le « bien » à un « Occident » aux contours incertains ? Cette approche manichéenne amène notamment à négliger la diversité des priorités et des stratégies des différents pays européens, que met justement en lumière la « comparaison » esquissée dans un passionnant dialogue entre Jacques Rupnik et Gilles Kepel à propos des voisinages européens à l'est et au sud.

Enfin, les auteurs partagent comme une évidence un point qui fait pourtant de plus en plus débat, celui d'une équivalence, d'une quasi-synonymie, entre « européanisation » et « démocratisation ». Affirmer que « la diffusion du modèle démocratique de l'UE à l'est du continent » demeure le plus grand succès de l'Union résonne avec une certaine ironie quand la Hongrie, membre de l'UE depuis 2004, est régulièrement pointée du doigt pour ses entorses aux principes démocratiques les plus élémentaires. De plus, les exemples de la

2. F. Braudel, *Grammaire des civilisations*, Paris, Flammarion, 1993, p. 68.

Serbie ou de la Macédoine montrent comment des régimes autocratiques peuvent utiliser «l'argument européen» pour faire taire leurs oppositions, museler la presse et conforter sans cesse leur pouvoir. Se réjouir, comme le fait Pierre Mirel, de la «conversion à l'Europe» engagée par les nationalistes serbes relève d'un étonnant optimisme, qui confine à l'aveuglement.

Jean-Arnault Dérens

CIVILISATIONS. L'OCCIDENT ET LE RESTE DU MONDE

Niall Ferguson

Paris, Saint-Simon, 2014, 344 pages

Niall Ferguson est une star sans équivalent de ce côté-ci de la Manche. Un mélange détonnant entre Thomas Piketty et Jacques Attali. Comme le premier, c'est au départ un universitaire, spécialiste de l'histoire de la finance, qui consacra ses premiers travaux aux conséquences économiques de la Première Guerre mondiale et à l'histoire de la banque Rothschild. Comme le second, il produit à marche forcée des synthèses ébouriffantes sur l'histoire du monde, animé d'un louable effort de vulgarisation mais non exempt de critiquables raccourcis simplificateurs. Ses ouvrages aux titres ronflants (*The World's Banker*, *Empire*, *Colossus*, *The War of the World*, *The Ascent of Money*, *Civilization*) n'ont pas été traduits en français à l'exception des deux derniers. Ils ont pourtant eu un grand retentissement au Royaume-Uni et aux États-Unis. Niall Ferguson y défend sabre au clair des thèses politiquement incorrectes. *Empire* était une ode nostalgique à l'Empire britannique, *Colossus* un plaidoyer en faveur de la politique néoconservatrice menée par les États-Unis.

Civilisations a autant sinon plus d'ambitions que ses précédents ouvrages. Il s'agit, selon les propres termes de son auteur, de répondre à «la question la plus intéressante que puisse se poser un historien de la modernité»: comment l'Europe occidentale a-t-elle réussi à imposer, depuis cinq siècles environ, ses valeurs et son mode de vie à l'ensemble du monde? Niall Ferguson explique cette domination par six «applis fatales» (*killer apps*): la concurrence, la science, le droit de propriété, la médecine, la société de consommation et l'éthique du travail. Chaque chapitre du livre (et chacun des six épisodes de la série documentaire diffusée par la chaîne *Channel 4* à la sortie du livre) montre comment la civilisation occidentale a successivement maîtrisé chacune de ces «applications» alors que les autres civilisations n'y sont pas parvenues.

Plus que sur la pertinence de ces six choix, dont on pourrait débattre à l'infini, c'est sur la démarche de Niall Ferguson qu'il faut s'arrêter. Sur la forme, son livre est à la fois chronologique et thématique. C'est sa principale force: il réussit à dynamiser une histoire du monde moderne en six chapitres, qui fourmille d'anecdotes et séduira un large public. Mais c'est aussi sa principale faiblesse: à vouloir tout à la fois suivre la chronologie et organiser son propos selon six grands axes thématiques, Niall Ferguson saute du coq à l'âne, n'évite pas quelques retours en arrière ou verse dans le hors sujet. Sur le fond, Niall Ferguson articule avec force deux théories difficilement compatibles. Comme son sous-titre l'indique, il oppose «L'Occident et le reste du monde» tout en affirmant que la modernité pourrait s'acquiescer en téléchargeant des «applis fatales».

Comme Huntington avant lui, il exhorte l'Occident au sursaut, une réaction

salvatrice qui, selon lui, passerait moins par le combat contre un ennemi réel ou fantasmé que dans le retour aux valeurs occidentales fondamentales. Mais cet appel miroite avec la démonstration d'une « Grande Reconvergence » – en référence au titre de l'ouvrage de Kenneth Pomeranz *The Great Divergence* –: si le reste du monde nous rattrape en téléchargeant nos « applis fatales », en d'autres termes si le monde s'occidentalise, faut-il s'en alarmer ?

Yves Gounin

MACHT IN DER MITTE. DIE NEUEN AUFGABEN DEUTSCHLANDS IN EUROPA

Herfried Münkler

Hamburg, Körber-Stiftung, 2015,
203 pages

Lors de la conférence de Munich sur la sécurité de février 2015, la ministre allemande de la Défense, Ursula von der Leyen, avait surpris les auditeurs en soulignant que le rôle international de l'Allemagne consistait à « diriger depuis le centre ». La triple crise libyenne (2011), économique (2011-2015) et russo-ukrainienne (2014-2015) a en effet montré que l'Allemagne repensait son engagement sur la scène internationale. Cette nouvelle donne est au cœur de l'ouvrage du politologue et historien allemand Herfried Münkler – auteur, entre autres, d'une monumentale histoire de la Grande Guerre parue en 2013 –, qui consacre son essai à la question du statut de « puissance du centre » en Europe assumé aujourd'hui par l'Allemagne.

Dans une première partie largement consacrée à l'évolution historique de l'Europe depuis l'Antiquité, Münkler souligne que l'émergence de « puissances centrales » s'est toujours accompagnée

de la formation de contre-alliances, dont l'objectif consistait à affaiblir ces puissances centrales et à empêcher leur restauration. En témoigne l'histoire d'abord du Saint-Empire romain germanique, puis de l'Empire austro-hongrois et celle du II^e Reich (1871-1918), fondé par Bismarck, qui tous se sont trouvés confrontés à des alliances nées d'un sentiment de menace émanant du centre. La destruction totale du centre européen, donc de l'Allemagne, d'abord en 1648, puis en 1945, en a été la conséquence.

Pour Herfried Münkler, l'Allemagne se trouve aujourd'hui, bien malgré elle, dans la situation de puissance du centre (et non pas puissance centrale). Cela en raison d'abord de la fin de la guerre froide, qui avait provoqué la disparition de ce centre pendant plus de 50 ans, mais surtout à cause de la priorité que Washington accorde aujourd'hui à l'Asie-Pacifique, de l'affaiblissement économique de plusieurs grands États européens – la France et l'Italie en particulier –, de la menace russe qui provoque le rassemblement des pays centre-européens autour de Berlin, et enfin de l'attractivité du modèle économique allemand, qui a su résister à l'épreuve de la crise des dernières années.

L'auteur estime dans une seconde partie qu'en tant que puissance du centre, l'Allemagne doit endosser les habits de « l'honnête courtier » pour lutter contre les forces centrifuges qui minent l'Union européenne, sans pour autant renoncer systématiquement à faire prévaloir ses propres intérêts nationaux : le renoncement aliénerait les électeurs des partis de la coalition fédérale, qui pourraient alors être tentés par un vote populiste. Assumer les responsabilités politiques, économiques et militaires d'une « puissance du centre » ne va donc pas sans risque interne et

externe, notamment pour un pays qui porte le double stigmatisme d'avoir commis les pires atrocités de l'histoire de l'humanité, et à qui l'on reproche, à tort ou à raison, de vouloir imposer à l'Europe tout entière son modèle économique. D'où le recours au terme de IV^e Reich pour délégitimer le rôle que l'Allemagne assume aujourd'hui en tant que *Macht in der Mitte*.

Hans Stark

SÉCURITÉ, STRATÉGIE

RADICALISATION

Farhad Khosrokhavar

Éditions de la Maison des sciences de l'homme, Paris, 2015, 191 pages

Cet ouvrage constitue une contribution originale au débat sur le phénomène de la radicalisation en Occident. S'appuyant sur plusieurs années de recherche de terrain dans les prisons ou dans les quartiers au sein desquels se développe ce phénomène récent et ultra-minoritaire dans la communauté musulmane, Khosrokhavar nous plonge dans l'univers mental des jeunes radicalisés. Il définit la radicalisation comme l'articulation entre une idéologie extrémiste et une action violente. Pour comprendre ce phénomène, il est indispensable de ne pas se limiter à une approche policière, mais d'en envisager les dimensions économiques, politiques et socio-anthropologiques.

Après avoir présenté une brève histoire de la radicalisation, avec les exemples de la secte des Assassins (XI^e siècle) ou des anarchistes (fin du XIX^e, début du XX^e siècle), l'auteur met en évidence les éléments de continuité entre groupes

terroristes d'extrême gauche des années 1970 et 1980 et djihadistes. Il relève notamment cette même « conviction "autoproclamée" de représenter un groupe sacralisé ». Dans le cas des djihadistes, il s'agit de la conviction de représenter le « vrai » islam, en opposition avec des gouvernements « islamiques » dévoyés et usurpateurs. Khosrokhavar revient en détail sur les différents groupes, d'Al-Qaïda à l'État islamique, qui ont traversé une crise en tant que mouvements sociaux dans les premiers mois des soulèvements arabes (2010-2011). Ces révoltes seront pourtant, en même temps, à l'origine du renouveau djihadiste en Syrie, au Yémen, en Irak ou en Libye. Il estime que la crise syrienne, en particulier, constitue depuis mars 2011 un moment de rupture dans un phénomène de radicalisation qui touche désormais des citoyens français de la classe moyenne.

Le chapitre consacré aux piliers idéologiques de la mouvance djihadiste est particulièrement intéressant : lutte contre les systèmes politiques faisant référence au peuple ; contre « l'impérialisme occidental qui asservit les peuples musulmans » ; défense d'un néopatriarcat. Puis l'auteur étudie les relations entre les grands intellectuels djihadistes et ceux qu'il nomme les « intellectuels intermédiaires », comme par exemple Awlaki, lié à plusieurs actions terroristes aux États-Unis, en Grande-Bretagne, au Canada, et maintenant en France.

Le sociologue revient ensuite sur les modalités de la radicalisation, qu'il s'agisse de la toile, des financements, des lieux – en particulier la prison –, et du rôle de la frustration. Il définit un modèle européen de la radicalisation qui se fonde sur une relation entre le « radicalisé » et le « radicalisateur », au nom d'un islam imaginaire qui n'a

aucune relation avec l'islam institutionnel des pays concernés. Il insiste sur le phénomène d'auto-radicalisation et sur le rôle de la Syrie. Avant leur voyage initiatique, les individus ne sont en effet que pré-radicalisés, et leurs motivations sont plutôt d'ordre humanitaire, associées à un fondamentalisme exacerbé et à une dimension ludique de participation comme acteurs à une guerre.

L'auteur conclut sur la nécessité, dans le cas français, d'adapter les programmes de déradicalisation au modèle laïque. Il invite les décideurs à sortir d'une certaine forme de laïcité rigide pour en arriver à une coopération entre autorités religieuses, étatiques et de la société civile.

Clément Therme

PRESIDENTS AND THEIR GENERALS: AN AMERICAN HISTORY OF COMMAND IN WAR

Matthew Moten

Cambridge, MA, Harvard University Press, 2014, 456 pages

La question des relations civilo-militaires a été largement abordée par les sociologues et les politistes aux États-Unis, souvent sous l'angle de la spécificité de la société militaire et du degré d'autonomie ou de subordination des officiers par rapport au pouvoir politique. Ce livre, inscrit dans une perspective de narration historique, est centré sur la relation entre les décideurs des deux sphères.

Pour l'auteur, il existe un fossé important entre trois éléments. D'une part, une représentation idéalisée où le pouvoir militaire serait strictement subordonné aux décideurs depuis que Washington a rendu sa commission au Congrès en

1783. D'autre part, l'héritage des travaux de Samuel Huntington, insistant sur la nécessité d'un contrôle objectif du pouvoir politique sur le corps des officiers, et dont la clé de voûte serait le professionnalisme de ces derniers. Enfin, la réalité d'une relation beaucoup plus dialectique entre les deux sphères, fondée sur leur interpénétration constante. C'est à ce dernier point que s'attache ici l'analyse. À travers la succession de portraits détaillant les interactions entre les présidents et leurs généraux, elle souligne deux facteurs favorisant une relation optimale. En premier lieu, les individus doivent se faire mutuellement confiance, l'interpénétration des deux sphères créant un échange constant entre autorité et responsabilité. En second lieu, la structure des relations politico-militaires importe dans la mesure où elle conditionne la marge de manœuvre des décideurs, par rapport à leur propre appareil et dans leurs relations mutuelles.

À partir de cette grille de lecture, l'auteur propose une typologie selon laquelle les couples Lincoln-Grant, Marshall-Roosevelt et Pershing-Wilson auraient permis à la négociation permanente de se dérouler dans des conditions permettant un résultat optimal. À l'opposé, les tensions entre Lincoln et McClellan d'une part, Truman et McArthur d'autre part, s'expliqueraient par le cloisonnement de la sphère militaire. Loin de jeter la pierre aux seuls militaires, Moten souligne la politisation croissante du corps des officiers depuis la fin de la guerre froide. Elle s'expliquerait par une tendance à choisir des chefs d'état-major soumis plus que subordonnés, afin de s'assurer de l'appui des dirigeants militaires, et aurait pour conséquence un engagement partisan croissant des leaders des différentes armées, dont la participation dans les comités de soutien électoraux n'est que la partie la plus

visible. À terme, Moten y voit un danger pour l'efficacité du processus de prise de décision stratégique.

L'approche de l'auteur souffre de son choix méthodologique. Abordant la question sous un angle historique, il sacrifie parfois la parcimonie et la rigueur analytique à une narration détaillée. De plus, son choix de se concentrer sur la personnalité des décideurs (les présidents et leurs chefs d'état-major) exagère l'importance de ces derniers et néglige le poids des autres facteurs. La structure des relations politico-militaires semble en effet ne peser que de manière secondaire sur les individus.

L'ouvrage de Moten mérite d'être lu pour son érudition, et son plaidoyer en faveur d'une unité sans confusion et d'une distinction sans séparation entre sphère politique et sphère militaire.

Stéphane Taillat

ATLAS DU RENSEIGNEMENT GÉOPOLITIQUE DU POUVOIR.

Sébastien-Yves Laurent
Paris, Presses de Sciences Po,
2014, 192 pages

ANALYZING INTELLIGENCE: NATIONAL SECURITY PRACTITIONERS' PERSPECTIVES.

Roger Z. George et James B. Bruce
(dir.)
Washington, Georgetown University
Press, 2014, 381 pages

Ces deux livres s'adressent aux néophytes désireux de se familiariser avec les rouages apparents du renseignement d'État. Sébastien-Yves Laurent, professeur à l'université de Bordeaux IV, a produit un texte d'initiation richement

illustré qui évoque en une trentaine de courts chapitres les missions premières des services spéciaux et les manières dont ils s'adaptent (ou non) aux stimuli de leur environnement. L'ensemble rend compte de la complexité des contraintes dans lesquelles se débattent les structures administratives opérant nominalement pour le compte des régimes démocratiques avancés. Le sous-titre est cependant trompeur, qui laisse espérer une réflexion sur les structures entrecroisées d'enrichissement illégal dont nombre d'organismes de renseignement intérieur et extérieur sont devenus les relais actifs, ou encore quelques aperçus concernant le caractère autoréalisateur des conceptualisations binaires et des projections négatives cultivées par des entités bureaucratiques sous-équipées. De ce point de vue, l'ouvrage souffre d'un excès de formalisme institutionnel, évoquant la science administrative des années 1960.

C'est également le cas du recueil codirigé par Roger George et James Bruce. *Analyzing Intelligence* est la seconde édition d'un texte originellement paru en 2007 et consacré au travail des analystes spécialisés. Il est toujours intéressant de dépasser comme le font George et Bruce les rappels historiques et autres généralités éprouvées pour appréhender concrètement le cheminement intellectuel des gens du métier et comprendre comment les plus vivaces du lot cherchent à améliorer les *outputs* organisationnels. Le *casting* des contributeurs offre à ce sujet des gages élémentaires de pertinence et d'expérience. Des 24 noms figurant au générique, plus de 80 % ont opéré dans le renseignement américain (CIA, INR, NSA, forces armées, etc.), et pris part à la production ou à la dissémination d'estimations raisonnées. Certains, comme R.H. Pherson et R.J. Heuer, se sont en parallèle taillé une belle réputation de méthodologistes.

Il faut mentionner le travail de John MacLaughlin, intitulé «*Serving the national policymaker*», qui explique comment assister les décideurs de haut niveau; ou encore la contribution intitulée «*New analytical techniques for tactical military Intelligence*», qui suggère de quelle manière les forces d'occupation évoluant en milieu semi-hostile peuvent tirer avantage des modèles opérationnels élaborés par les sciences de gestion et les sciences sociales. Mais l'ouvrage n'en reste pas moins inégal. Le lecteur indépendant reste sur sa faim pour ce qui touche aux défaillances analytiques de la communauté du renseignement aux États-Unis, à ses tropismes manichéens, à ses rationalisations tour à tour alambiquées et simplistes, à ses reniements intellectuels, la tonalité dominante se situant du côté de la minoration des fiascos et des carences. Plus généralement, on peut s'interroger sur la place disproportionnée qu'occupent dans l'ouvrage les circuits et les emboîtages de bureau – navettes, organigrammes et *check-lists* – par rapport aux instruments de qualité – boîtes à outils pointues et gisements avérés d'expertise externe –, censés assister le décodage des cultures allogènes, puis déboucher sur des synthèses ramassées et pertinentes.

Jérôme Marchand

Dictators at War and Peace

Jessica L.P. Weeks
Ithaca, NY, Cornell University Press,
2014, 247 pages

Concis et bien documenté, cet ouvrage éclaire les différences de comportement entre systèmes autoritaires quant au recours à la force armée pour résoudre les conflits internationaux. Dépassant l'opposition conventionnelle entre dictatures

belliqueuses et démocraties pacifiques, l'auteur ouvre son analyse à des éléments couramment négligés, tels les mécanismes de contrôle et de sanction pré- ou post-conflit auxquels sont ou non exposés les décideurs de premier rang, les systèmes d'évaluation qu'ils utilisent, ou encore les dispositions et les ressources des audiences domestiques susceptibles de leur demander des comptes en cas de déconvenue ou de défaite. Manière de dire que la structure d'un régime détermine la manière dont ses dirigeants appréhendent les retombées potentielles de leurs initiatives militaro-diplomatiques, et gèrent les rapports de forces endogènes et exogènes.

À partir de ce constat, Jessica L.P. Weeks distingue quatre formes de directions autoritaires: deux à dominante collective (appareils civils et junte) et deux à dominante individuelle (leaders civils et «hommes forts» galonnés). Elle s'applique ensuite à revisiter l'histoire d'un ensemble de conflits militaires, de l'affrontement URSS-Chine en 1929 jusqu'à l'invasion de l'Irak en 2003. Ce travail comparatif a pour fonction de déterminer qui a pris l'initiative des hostilités, quelle a été l'issue des affrontements armés et dans quelle mesure la défaite a entraîné des changements de personnels à la tête de la puissance vaincue. Il en ressort que les autocraties et les junte sont nettement plus enclines à déclencher des interventions armées que les appareils gouvernés par un collège d'apparatchiks. Plus expérimentés, plus diversifiés dans leur recrutement, plus nuancés dans leurs jugements, ces derniers se montreraient aussi plus ouverts et flexibles quant au choix des options stratégiques. Autre enseignement notable, les leaders civils et les «hommes forts» galonnés auraient une nette propension à mésestimer les risques de défaite militaire, mais ces défauts de jugement caractérisés ne seraient que

rarement suivis d'une éviction du pouvoir, à la différence de ce qui se produit pour les dirigeants trop téméraires dans les systèmes à dominante collective.

Aux yeux de l'auteur, si ces éclairages permettent de mieux décoder les logiques d'action des régimes autoritaires, ils ne dispensent pas d'analyses individuelles tenant compte de la trajectoire des autocrates, de leur profil psychologique, de leurs perceptions et de leurs préférences, et intégrant le fait que la déliquescence des contrôles externes favorise la libération du pulsionnel et du fantasmatique. À l'appui de ses réflexions, Jessica Weeks produit six études de cas traitant de l'invasion du Koweït en 1990, des initiatives de Staline entre 1938 et 1940, de la guerre des Malouines, des guerres d'expansion livrées par le Japon entre 1931 et 1941, des combats livrés par le Nord-Vietnam contre les États-Unis, le Sud-Vietnam et le Cambodge des Khmers rouges, et enfin des conduites de l'URSS post-stalinienne. Bien choisis et documentés, ces exemples souffrent d'un traitement linéaire et auraient gagné à soulever quelques hypothèses dissonantes. On peut par ailleurs déplorer certains manques dans l'index de fin d'ouvrage. Ces petites réserves exprimées, *Dictators at War and Peace* justifie une lecture attentive.

Jérôme Marchand

PAY ANY PRICE: GREED, POWER AND ENDLESS WAR

James Risen
New York, NY, Houghton, Mifflin,
Harcourt, 2014, 285 pages

Clamer haut et fort que l'État-surveillant implanté aux États-Unis porte atteinte aux valeurs et aux règles constitutives de la démocratie américaine est une chose. Exposer dans le détail les nuisances, les

simplismes et les déviances propres à ce système de domination bureaucratique en est une autre. James Risen a choisi la seconde option. Suite à la publication de son best-seller *State of War* (2006), qui évoquait les manœuvres d'« intoxic » de la CIA en Iran (l'opération Merlin), ainsi que le système anticonstitutionnel d'écoutes à grande échelle mis en place par la NSA au détriment de la société civile américaine, ce reporter du *New York Times* s'est trouvé exposé à une longue campagne de calomnies administratives et d'intimidations judiciaires, enclenchée par la présidence Bush, puis validée et prolongée par la présidence Obama. Sonné mais pas démotivé, Risen a décidé de s'intéresser aux motivations, aux coûts et aux conséquences de la « guerre contre la terreur », sans prêter trop de crédit à la rhétorique autopromotionnelle des appareils de force, tissée de complots meurtriers déjoués sans relâche, ni se fier aux assurances lénifiantes des grands notables parlementaires et judiciaires.

Cet ouvrage, riche en anecdotes et portraits, nous fait avant tout découvrir l'existence d'un vaste système de siphonnage et de dilapidation des fonds publics, opérant au profit d'une nuée de fonctionnaires et de sous-traitants très inégalement qualifiés et ne subissant aucun contrôle digne de ce nom, que ce soit en termes d'intégrité, de rationalité, de légalité ou d'efficacité. Autres thèmes abordés dans l'ouvrage : les élaborations mythomaniaques des agents expédiés sur le terrain et *de facto* incapables de délivrer les scoops promis, les pratiques de torture administrative (celles de la CIA et celles du Special Operations Command), et le socle de pseudo-expertises biaisées sur lesquelles elles reposent, les techniques de neutralisation des lanceurs d'alerte légalistes opérant dans les organismes de surveillance, les surprofits réalisés par les industriels

impliqués dans la guerre des drones et les prestataires chargés de la logistique militaire... Plus généralement, Risen insiste dans *Pay Any Price* sur les phénomènes de gauchissement névrotique auxquels se trouve exposée la politique étrangère des États-Unis, le complexe cerbéro-industriel ayant pour seul objectif concret de défendre ses intérêts pécuniaires et ses fixations statutaires, tout en n'admettant aucune remise en cause articulée de ses postulats présents ou de ses résultats passés (cf. les renseignements ultrasensibles détenus par la NSA avant le 11 septembre mais non communiqués aux services concernés). Autant dire que le propos, par moments, évoque les mises en garde d'intellectuels activistes comme Noam Chomsky, mais sans bénéficier de l'appareillage conceptuel propre à ce type d'augure. Ce qui est à la fois un avantage et un inconvénient. Côté avantages, Risen a mené des investigations de terrain, rencontré des lanceurs d'alerte et des profiteurs de guerre, débattu avec des juristes, et même expérimenté à ses dépens les puissants réflexes de désinformation collusoire de la haute hiérarchie du *New York Times*, ce qui confère à ses observations et à ses avertissements un poids supplémentaire. Côté inconvénients, l'ouvrage se disperse et manifeste une nette propension à recycler des éléments déjà publics.

Jérôme Marchand

**EUROJIHAD: PATTERNS OF ISLAMIST
RADICALIZATION AND TERRORISM IN EUROPE**

Angel Rabasa et Cheryl Benard
New York, Cambridge University
Press, 2015, 229 pages

L'objectif de l'ouvrage d'Angel Rabasa et Cheryl Benard est d'analyser les origines et les particularités du djihadisme en Europe. La diversité des illustrations,

la richesse de l'analyse statistique et la profondeur historique en font un travail de qualité. Un des mérites principaux des auteurs est la nuance avec laquelle ils expliquent les sources de radicalisation des communautés musulmanes en Europe, tout en évitant de tomber dans le politiquement correct qui caractérise trop de débats sur la menace terroriste contemporaine. Les auteurs ne manquent pas, par exemple, de souligner la tolérance de certaines communautés musulmanes vis-à-vis des djihadistes, qui permet à ces derniers d'exercer leurs activités en limitant les risques d'être découverts.

Eurojihad se divise en trois parties. La première se penche sur les caractéristiques des populations musulmanes européennes et les origines des réseaux islamistes radicaux. Les auteurs en déduisent que certaines communautés sont plus vulnérables à la radicalisation que d'autres – notamment les musulmans britanniques de seconde ou troisième génération originaires d'Asie du Sud, les Maghrébins de première ou deuxième génération, ou les convertis. La deuxième partie analyse les modes et lieux de recrutement des réseaux djihadistes. Enfin, l'ouvrage étudie les politiques de contre-radicalisation européennes, et tente d'en tirer des leçons pour les États-Unis.

L'intérêt principal de ce livre réside dans la clarté des explications quant aux origines des djihadistes européens, à la diversité de leurs profils et aux facteurs qui les conduisent à la violence. L'analyse la plus intéressante a trait au lien entre l'aliénation individuelle et la trajectoire vers la violence. Pour Rabasa et Benard, un des profils typiques des djihadistes européens est celui du jeune homme de classe moyenne, dont l'ambition dépasse les opportunités qui se présentent à lui, et

qui ne parvient pas à s'intégrer culturellement et professionnellement. La radicalisation serait donc étroitement liée à la question de l'identité.

La lecture de cet ouvrage permet aussi de mieux comprendre l'influence des mosquées, des prisons et de l'internet dans la radicalisation et le recrutement de djihadistes. La description des prisons est ici particulièrement frappante. Les prisonniers ont souvent les «qualités» recherchées par les groupes djihadistes, qui approchent leurs cibles dès leur premier jour d'incarcération en leur assurant une forme de protection. Enfin, même si la partie sur l'internet et les réseaux sociaux aurait mérité d'être plus développée, les auteurs y proposent des contre-mesures intéressantes. Ils expliquent que l'internet facilite certaines tâches, tels le recrutement ou la levée de fonds. Des contre-mesures efficaces devraient donc cibler chacune de ces fonctions en essayant de limiter, par exemple, les dons allant vers les réseaux djihadistes.

Eurojihad affirme que le djihadisme demeurera un danger pour l'Europe sur le moyen terme. Néanmoins, l'ouvrage reconnaît que certains gouvernements ont adopté des mesures fortes pour lutter contre la radicalisation et le terrorisme, et que certaines d'entre elles pourraient servir d'inspiration aux États-Unis.

Hugo Naulot

GEOPOLITICAL CHANGE, GRAND STRATEGY AND EUROPEAN SECURITY: THE EU-NATO CONUNDRUM IN PERSPECTIVE

Luis Simon
New York, Palgrave Macmillan,
2013, 286 pages

Les travaux sur la politique de sécurité et de défense de l'Union européenne

sont marqués par deux grandes tendances: le «peut mieux faire» et l'euro-péanisation progressive de la défense. Du côté otanien, ces dernières années sont marquées par un timide regain d'intérêt et de publications, après un certain désintérêt en comparaison du début des années 2000 et surtout des années 1990. Rares sont les ouvrages qui traitent des deux organisations en parallèle, encore plus rares ceux qui intègrent le rôle des États dans leurs réflexions. C'est la vertu de cet ouvrage. En outre, Luis Simon a décidé d'adopter des paradigmes analytiques souvent absents des travaux sur la sécurité européenne, à savoir la géopolitique et la notion de «*grand strategy*».

L'hypothèse de l'ouvrage peut paraître évidente, mais elle est en réalité assez nouvelle: selon l'auteur, il existe une corrélation entre le contexte géopolitique, les «*grand strategies*» et politiques de l'Allemagne, de la France et du Royaume-Uni, et l'évolution de l'Otan et de la Politique de sécurité et de défense commune (PSDC). Les trois pays ne perçoivent nullement une quelconque hiérarchie où le niveau national serait inférieur au niveau multilatéral. L'ouvrage se consacre à une analyse comparative des positions des trois pays lors de différents épisodes entre 2001 et 2010, tels que les attentats du 11 septembre 2001 ou la guerre en Irak.

Ces pages parviennent à croiser des éléments d'analyse géopolitique et les évolutions institutionnelles et politiques de l'Otan et de la PSDC, sans que cela paraisse trop artificiel. Bien que la lecture en soit parfois aride, elle n'en reste pas moins pertinente et convaincante. On pourra questionner l'existence de «*grand strategies*» dans les trois pays, ainsi que leur suivi par différents gouvernements, mais Luis Simon a réussi à capter des réalités très complexes.

Trois aspects sont cependant contestables. Tout d'abord, l'auteur occulte les autres pays européens et les États-Unis, même s'il les cite souvent. Les « trois grands » ont certes été les principaux artisans de la sécurité européenne dans les années 2000, mais l'auteur ne questionne pas l'avenir à cet égard. On voit pourtant aujourd'hui le déclin de l'influence britannique et, simultanément, la réémergence de la Pologne.

Parallèlement, il est quelque peu étonnant que l'auteur n'esquisse pas les difficultés de convergence dans ce triumvirat entre les intérêts sur les flancs Est et Sud. Peut-être est-ce lié aux cas d'étude sur l'Irak et l'après-11 septembre, mais les différentes priorités géographiques étaient déjà présentes dans les années 2000.

Enfin et c'est peut-être le plus problématique, l'auteur n'accorde que très peu d'attention aux considérations budgétaires. On peut pourtant difficilement ignorer cet aspect, d'autant que les années 2000, en particulier leur seconde moitié, ont été marquées par d'importants débats et des réductions du budget de la défense, qui ont influé sur les stratégies de ces pays, ainsi que sur leurs capacités d'action et leurs ambitions. Cela étant, cet ouvrage offre une analyse fouillée et originale qui se distingue dans une littérature pourtant très riche.

Vivien Pertusot

RELATIONS INTERNATIONALES

LE TEMPS DES HUMILIÉS. PATHOLOGIE DES RELATIONS INTERNATIONALES

Bertrand Badie

Paris, Odile Jacob, 2014, 256 pages

Le Temps des humiliés examine comment l'humiliation structure un système

international qui repose désormais moins sur une concurrence entre puissances que sur une rivalité de statuts. L'idée avait déjà été explorée dans le précédent livre de Bertrand Badie: *La Diplomatie de connivence* (La Découverte, 2011) montrait comment s'était mise en place une « diplomatie de club » réunissant quelques *happy few* et excluant la masse des sans-grade. *Le Temps des humiliés* est la suite de *La Diplomatie de connivence*.

Dans un monde westphalien d'États égaux en droit et partageant les mêmes valeurs, l'humiliation jouait « un rôle minimal et résiduel ». La guerre se soldait par la défaite du vaincu, pas par son humiliation. La situation évolue au xx^e siècle. La fin de la Première Guerre mondiale voit l'humiliation du Reich allemand. La colonisation, suivie d'une décolonisation mal maîtrisée, nourrissent, selon les termes de l'auteur, le « syndrome de Bandung »: la montée de puissances extérieures à l'Occident qui n'en partagent pas les valeurs, l'hétérogénéité grandissante d'un monde jusqu'alors habitué à davantage d'homogénéité.

Bertrand Badie dresse une typologie de quatre humiliations et des réactions qu'elles suscitent. L'humiliation par rabaissement impose au vaincu une brusque dévalorisation de son statut: il s'agit du Reich allemand en 1919 ou la Russie après la chute du Mur. L'humiliation par déni d'égalité ou par relégation infériorise l'Autre en lui refusant le statut auquel il aspire ou en lui enlevant celui qu'il a temporairement conquis: c'est l'antichambre de l'OMC dans laquelle on fait patienter la Chine ou la Russie, c'est l'inégalité structurelle du Traité de non-prolifération opposant cinq États dotés de l'arme nucléaire à tous les autres qui

renoncent à l'être, c'est l'exclusion, temporaire ou permanente, de pays comme le Zimbabwe, la Biélorussie ou la Birmanie des enceintes internationales auxquelles ils appartenaient – au risque de développer chez les puissances humiliées une politique souverainiste ou contestataire. L'humiliation par relégation se revendique enfin de considérations morales justifiant le déclenchement d'une « guerre juste » et totale contre un ennemi voué à l'anéantissement: l'Irak de Saddam Hussein, la Libye de Kadhafi, la Syrie de Assad, voire la Corée du Nord de la dynastie des Kim, qui n'ont plus d'autre choix que de mener une politique déviante.

L'humiliation est une clé d'explication de nombreux comportements caractéristiques du monde contemporain. L'accent mis par la Chine communiste à défendre sa souveraineté peut se comprendre par le désir de laver les humiliations subies aux temps des guerres de l'opium, du sac du palais d'Été, du massacre de Nankin... Les rodomontades d'un Vladimir Poutine trouvent en partie leurs causes dans la volonté de refermer la parenthèse humiliante des années 1990 et de la relégation de la Russie au rang de puissance moyenne.

À l'heure de la mondialisation et de l'irruption des sociétés sur la scène internationale, l'approche réaliste, qui réduit le jeu mondial à l'affrontement d'États froids et rationnels, ne suffit plus à rendre compte de l'espace mondial. Sociologue des relations internationales, Bertrand Badie donne aux sentiments la place qu'ils méritent dans cette grille explicative.

Yves Gounin

HISTOIRE

L'IMPOSSIBLE RÉPARATION. DÉPORTÉS, BIENS SPOLIÉS, OR NAZI, COMPTES BLOQUÉS, CRIMINELS DE GUERRE

Jean-Marc Dreyfus

Paris, Flammarion, 2015, 400 pages

Les recherches sur l'Holocauste ont connu ces dernières années un nouvel élan, en particulier suite à l'enquête initiée en 2005 en Allemagne par Joschka Fischer, avec la mise sur pied d'une commission indépendante d'historiens sur l'histoire du ministère des Affaires étrangères. Les résultats de cette étude ont été publiés en 2010 dans un rapport qui concluait que ce ministère, contrairement à ce qui fut longtemps suggéré, n'avait pas été un lieu de résistance, mais qu'il avait au contraire apporté un soutien actif à la déportation et l'extermination des juifs. La publication de ces résultats a déclenché un changement de cap, et le Parlement a alors incité le gouvernement à commander un état des lieux sur le travail de mémoire mené sur l'histoire des ministères et services administratifs allemands.

La décision de 2014 de l'État français de dédommager à hauteur de 60 millions de dollars les victimes américaines transportées par la SNCF vers les camps de concentration a ouvert une nouvelle ère dans la manière dont les Français se confrontent à leur passé et à leur possible implication dans les crimes nazis. Jusqu'ici, rares sont les travaux de recherche en allemand ou en anglais (ils sont inexistantes en français) qui se sont intéressés à la dimension diplomatique de la négociation des réparations, de la restitution des

biens volés ou de la recherche des victimes de l'holocauste. Cette lacune est ici comblée.

À partir d'un travail méticuleux de confrontation des archives allemandes (ainsi qu'américaines et britanniques en raison de la période d'occupation) et françaises, l'auteur couvre les événements et les débats qui ont eu lieu entre 1944 et 2001. Comme l'auteur le souligne lui-même, il s'agit à proprement parler d'un livre d'histoire franco-allemand. Alors qu'il met en lumière le fait que d'anciens diplomates ayant exercé leurs fonctions sous le Troisième Reich ont retrouvé leur poste après la refonte du ministère des Affaires étrangères allemand en 1951, il se demande aussi dans quelle mesure un antisémitisme traditionnel a pu persister au Quai d'Orsay. Les négociations autour de la question des réparations destinées aux victimes françaises du national-socialisme ont été closes en 1960 par un accord entre la France et l'Allemagne. L'auteur met en exergue le fait que, jusqu'en 2001 – date de la signature de la convention franco-américaine sur les biens spoliés –, de nouvelles négociations ont fait l'objet d'un travail diplomatique de longue haleine, du fait d'un contexte géopolitique marqué par un fragile processus de réconciliation franco-allemande, la guerre froide et l'inquiétude de voir l'histoire se répéter avec un nouveau Traité de Versailles.

70 ans après l'Holocauste, l'ouvrage de Jean-Marc Dreyfus marque un important jalon pour la recherche française sur le sujet. Son effort de dépassement des tabous devrait permettre de défricher des voies nouvelles pour les enquêtes à venir.

Nele Wissmann

AN INTIMATE WAR: AN ORAL HISTORY OF THE HELMAND CONFLICT

Mike Martin

Londres, Hurst, 2014, 240 pages

Le Helmand a été le théâtre des combats les plus violents contre les troupes occidentales après 2001. Cette province d'Afghanistan a concentré jusqu'à 30 000 soldats américains et britanniques, alors même qu'elle n'a pas une importance stratégique avérée. L'auteur a été un acteur de ce conflit : ancien officier de l'armée britannique, Mike Martin propose l'histoire orale la plus fouillée jamais écrite sur la guerre civile dans l'Helmand depuis 1978.

Ce livre s'inscrit dans une série d'ouvrages récents – écrits notamment par Carter Malkasian, Anand Gopal ou Carlotta Gall –, qui s'interrogent sur les causes de la défaite occidentale en Afghanistan. Martin affirme que l'intervention a échoué dans le Helmand car les militaires occidentaux se sont mépris sur la dynamique politique de la province. En se focalisant sur la contre-insurrection contre les Talibans, ils ont manqué la dimension centrale du conflit : les incessantes manœuvres des Helmandis qui s'affrontaient pour des motifs privés. Fondé sur une somme impressionnante de noms et de faits, de détails tirés de nombreux entretiens, l'ouvrage est empiriquement convaincant.

Pourtant, l'auteur semble oublier que le conflit du Helmand n'est pas autonome, qu'il s'inscrit dans des enjeux plus larges. La population de certains districts (notamment au centre de la province), qui s'est installée à la suite des mises en culture de larges étendues de terre dans les années 1950 et 1960, provient de tout l'Afghanistan, et les différents groupes ont conservé

des liens avec leur région d'origine. De plus, les routes d'approvisionnement des combattants antisoviétiques, du Pakistan à l'est de l'Afghanistan, passaient par le Helmand. De même, les circuits de transformation et de transport de l'opium, dont la province est la plus importante productrice, sont nationaux et souvent transnationaux. Enfin, la campagne britannique et américaine qui s'est jouée dans la province avait une dimension internationale et a attiré des combattants qui n'étaient pas toujours locaux.

Par ailleurs, la demande d'ordre et de restauration de l'État, qui explique l'engagement de nombreux Helmandis parmi les Talibans dans les années 1990 et 2000, est un phénomène national qui s'accorde mal avec les hypothèses de l'auteur. À lire *An Intimate War*, on a parfois l'impression que rien n'a changé dans le Helmand entre 1978 et aujourd'hui. Les habitants demeurent des villageois rusés et manipulateurs en constante rivalité, comme si les séjours des migrants en Iran, au Pakistan et en Occident, l'urbanisation massive des dix dernières années, l'arrivée du téléphone portable ou le goudronnage des routes n'avaient nullement affecté les modes de vie.

Martin construit son récit de façon à confirmer son hypothèse de départ. Partant d'un point de vue britannique, qui s'intéresse au Helmand car les troupes britanniques y ont subi une défaite, il manque les dynamiques nationales et transnationales. *An Intimate War* nous rappelle que l'échelle à laquelle nous posons nos questions est décisive. Aux niveaux national et régional, il devient difficile de nier la dimension politique du conflit et l'existence d'une insurrection talibane qui mène des opérations coordonnées de plusieurs milliers

d'hommes sur l'ensemble du territoire. Il faut donc lire le livre de Mike Martin car il offre nombre de faits utiles, mais on restera sceptique quant aux conclusions de l'auteur.

Adam Baczeko

LA BOMBE DÉMOGRAPHIQUE EN QUESTION

Yves Charbit et Maryse Gaimard,
Paris, PUF, 2015, 256 pages

Yves Charbit et Maryse Gaimard cherchent ici à remettre en question le consensus doctrinal sur une explosion démographique perçue comme irrémédiable et facteur de crise. Très rapidement, les concepts de « population mondiale » et de « Tiers-monde » sont contestés. Le premier serait trop englobant face à la diversité des situations, alors que le second serait dépassé. Surtout, les auteurs enfoncent un coin dans la doctrine dominante chez les démographes en remettant en cause la théorie de la transition démographique.

L'irréductibilité de la convergence vers un niveau de fécondité suffisant pour assurer le remplacement de la population ne serait que le fruit d'une modélisation et d'une généralisation. Face à cette théorie évolutionniste, les auteurs proposent une démarche épistémologique consistant à en revenir aux contextes spécifiques dans lesquels évoluent les populations, en renonçant à toute prétention d'universalité.

Au terme du premier chapitre, ils soulignent que le quasi-équilibre entre les taux de mortalité et de natalité – première phase de la transition – est en fait émaillé de catastrophes démographiques d'origine politique. Celles-ci sont généralement exclues des analyses classiques afin de s'assurer de la

conformité de la réalité historique au modèle, au lieu de l'inverse – et peut-être aussi en raison de l'absence de données dont les auteurs font malheureusement aussi l'économie, au détriment de leur propre démonstration. La plupart des démographes soutiennent que les populations doivent passer par des phases successives d'une « transition épidémiologique »: la mortalité infectieuse recule grâce aux progrès de la médecine, au profit de maladies chroniques. Or ce modèle est mis à mal par le double constat d'une stagnation du niveau de la mortalité dans certaines régions du monde, et d'une extension au Sud des maladies de civilisation découlant de la mondialisation.

Dans un troisième chapitre, les auteurs s'intéressent à la relation entre baisse de fécondité et développement. Ils s'essaient à mettre en lumière les insuffisances de la théorie de la transition démographique: inexactitude des facteurs explicatifs, parfois mono-causaux, occultant les évolutions socio-économiques; incertitude sur la nature même du raisonnement: s'agit-il de la généralisation d'une série statistique ou d'une véritable théorie? Charbit et Gaimard proposent une analyse qui se veut globale, exclusive de toute vision linéaire du développement. Enfin, le dernier chapitre se veut être une mise en perspective de la corrélation entre croissance démographique et sous-développement.

Il y a quelque chose de nietzschéen dans cet ouvrage. Les auteurs bousculent les certitudes, mettent en perspective, et font de la complexité la seule vérité épistémologique. N'est-ce pas de ce type de démarche que naissent les plus grandes avancées scientifiques? La critique est parfois forte, au point que l'on peut se demander si Charbit et Gaimard critiquent les modèles ou

le principe même de la modélisation – auquel cas leur volonté d'élaborer une théorie globale et complexe pour éviter tout évolutionnisme pourrait tomber sous le coup de leurs propres critiques...

Gaylor Rabu

ÉCONOMIE

LA SCÈNE DE CE DRAME EST LE MONDE. TREIZE ANS À LA TÊTE DU FMI

Michel Camdessus

Paris, Les Arènes, 2014, 446 pages

L'ouvrage de M. Camdessus, qui retrace son action en tant que directeur général du Fonds monétaire international (FMI) de 1987 à 2000, est exceptionnel à deux égards. Il constitue un témoignage unique sur le passage du bloc de l'Est au capitalisme et sur la libéralisation financière dans plusieurs économies émergentes et en développement. Et il explique comment l'institution traite avec les gouvernements et dans quelles conditions elle est amenée à proposer, accepter ou refuser des plans d'ajustement.

Le passage le plus émouvant du livre est sans doute celui qui évoque les grandes figures de la transition polonaise: Walesa, Mazowiecki, Balcerowicz, Geremek, Kuron. Conscients du poids historique qui pèse sur leurs épaules, ils s'engagent sur la voie de la « thérapie de choc » et permettent la renaissance économique de la Pologne. Les réformes en Russie seront beaucoup plus chaotiques. Camdessus ne tarit pas d'éloges sur Egor Gaïdar mais souligne qu'après son départ, le pays est perçu comme un partenaire instable,

ballotté entre les problèmes de santé du président Eltsine, les craintes d'un coup d'État, la pression constante de la Douma et les « interférences » croissantes des oligarques. Le FMI ne pourra finalement pas empêcher le défaut de paiement de Moscou en 1998.

L'auteur met également en avant le rôle crucial de l'institution internationale dans la restructuration de la dette des pays en développement. Le récit du redressement de la Zambie, de la Tanzanie et du Mozambique est instructif, montrant comment peuvent naître des stratégies « gagnant-gagnant ». Le FMI soutient de gros effacements de dette lorsque les gouvernements savent abandonner le socialisme ou le capitalisme d'État au profit de politiques fondées sur la libéralisation de l'économie, la maîtrise de l'inflation et l'équilibre des comptes publics. Les États qui se sont exonérés de tels efforts en se prévalant de leur statut de puissance régionale (comme le Zimbabwe, le Pakistan ou l'Égypte) ont par la suite traversé des années difficiles.

Les enjeux sont tout autres face aux premières crises de la re-globalisation financière des années 1990. Les pages consacrées à la crise mexicaine de janvier 1995 sont passionnantes. Stanley Fischer, directeur général adjoint, craint une banqueroute de la deuxième économie latino-américaine qui déstabiliserait la planète entière. Camdessus est de son avis et n'hésite pas à mettre sa démission dans la balance pour obtenir un grand plan de financement, obtenant gain de cause *in extremis*. Le sauvetage de la Corée du Sud en novembre-décembre 1997 est encore plus délicat. Prétextant un risque d'aléa moral, le Secrétaire au Trésor américain s'oppose dans un premier temps à l'octroi d'un prêt avant de

se raviser et d'approuver ce qui allait devenir l'accord le plus important de l'histoire du FMI. Il était temps : une partie des réserves de Séoul servait à couvrir la dette des banques privées sud-coréennes !

Au fil des pages, on s'aperçoit que Michel Camdessus fut souvent confronté aux mêmes obstacles : la démagogie, la duplicité, la corruption de certains dirigeants qui savent faire du FMI le bouc émissaire idéal quand ils deviennent impopulaires. On apprend aussi que les relations avec l'administration de George H. Bush ont été compliquées. On découvre enfin un homme aux convictions religieuses fortes qui s'est efforcé d'inclure des mesures de lutte contre la pauvreté dans les programmes du Fonds.

Norbert Gaillard

SPECULATION, TRADING, AND BUBBLES

José A. Scheinkman,
New York, NY, Columbia University
Press, 2014, 119 pages

Scheinkman livre ici une étude sur les mécanismes conduisant à la naissance et au gonflement des bulles spéculatives sur les marchés financiers. Son modèle, disponible en annexe pour les férus de théorie économique, repose sur deux hypothèses : l'hétérogénéité des croyances des investisseurs et l'asymétrie de coût entre vendeurs et acheteurs d'un même actif. L'auteur défend l'idée que les opinions des investisseurs diffèrent pour deux raisons majeures. D'une part, beaucoup d'acteurs de marché accordent une importance excessive aux informations reçues et, de toute façon, la constitution d'une bulle se fait généralement sur une durée trop courte pour qu'ils

puissent réviser leur fiabilité. D'autre part, la résilience de ces agents irrationnels est étonnamment forte. L'asymétrie de coût entre vendeurs et acheteurs est liée au fait que, dans une situation de bulle, les prix sont biaisés à la hausse, l'acheteur espérant toujours trouver, dans un avenir proche, un acquéreur plus optimiste que lui.

En s'appuyant sur quatre épisodes emblématiques (la bulle de la Compagnie des mers du Sud de 1720, la spéculation des années 1920, la bulle internet des années 1990, l'explosion du crédit dans la décennie passée), Scheinkman identifie trois composantes essentielles du processus spéculatif. D'abord, les bulles naissent souvent au cours de périodes fertiles en innovations technologiques et financières, qui nourrissent l'euphorie des investisseurs. Ensuite, la spéculation est indissociable d'une hausse des volumes d'échange. La détention de l'actif est de plus en plus courte, son acquisition n'étant mue que par la perspective d'une plus-value à très court terme. Enfin, le gonflement des bulles n'est possible que s'il y a augmentation de l'offre. À cet égard, la sophistication financière (voir l'essor des produits dérivés et titrisés depuis les années 1980) a joué un rôle central. La demande pour les nouveaux actifs offerts est à son tour stimulée par l'endettement croissant des investisseurs. Scheinkman souligne d'ailleurs que c'est l'effet de levier des agents les plus irrationnels et optimistes qui est le plus rentable pour n'importe quel banquier, car ils sont prêts à emprunter des montants conséquents à des taux élevés. Dès lors, la bulle s'autoalimente d'autant plus vite que les créanciers sous-estiment la probabilité de défaut des débiteurs et les pertes à provisionner en cas de faillite. Les managers des grandes entreprises ont aussi leur responsabilité

dans ce processus spéculatif, en particulier lorsqu'ils cèdent sous la pression d'actionnaires exigeant des rendements faramineux à court terme.

Les recommandations de l'auteur sont succinctes: la limitation des effets de levier et le maintien des ventes à découvert, dont l'interdiction accroît les pertes des investisseurs et accentue la panique des marchés. Sa «timidité» se comprend mieux à l'aune de la dernière partie du livre, qui est une discussion avec d'autres économistes. Scheinkman considère en effet que certaines bulles sont un mal nécessaire, avançant par exemple que Google n'aurait certainement pas pu naître si le capital n'avait pas été si bon marché à la fin des années 1990. Un diagnostic respectable et réaliste. Mais le lecteur aurait aimé avoir une analyse plus consistante sur la dernière crise en date et bénéficier d'éclairages en matière de lutte contre l'aléa moral: dans un système capitaliste libéral, on ne peut accepter que certains acteurs économiques accaparent les profits et mutualisent les pertes.

Norbert Gaillard

WHY STATES RECOVER: CHANGING WALKING SOCIETIES INTO WINNING NATIONS, FROM AFGHANISTAN TO ZIMBABWE

Greg Mills

Londres, Hurst and Company, 2014, 320 pages

Cet ouvrage traite de la question des États dits «fragiles» sous trois angles: l'analyse des causes de cette fragilité, l'exposé des échecs ou des réussites des tentatives pour y mettre un terme, et donc les «bonnes recettes». La recherche des causes met l'accent sur

l'insécurité, la mauvaise gouvernance et l'échec du développement économique et social, auxquels s'ajoutent des systèmes politiques peu ou pas démocratiques. Les situations de fragilité découleraient le plus souvent d'une conjonction de ces différents facteurs, ce dont l'auteur déduit que les solutions doivent mailler ensemble le rétablissement de la sécurité, l'amélioration de la gouvernance – en particulier des acteurs publics –, et la croissance de l'économie, sous réserve qu'elle soit inclusive. Solutions qui seront d'autant plus efficaces qu'elles seront ancrées dans le double choix du libéralisme économique et de la démocratie. Un point sur lequel insiste Greg Mills est que les solutions adéquates ne sauraient être parachutées à l'initiative des partenaires du pays en question, et tout particulièrement des institutions en charge de l'aide, qu'elle soit humanitaire ou de développement. Bien plus, ces partenaires, outre qu'ils peuvent, par inadvertance, jeter de l'huile sur le feu, commettent souvent ces trois erreurs que constituent l'absence de stratégie de long terme, une connaissance insuffisante du contexte d'intervention, et donc la mise en œuvre de recettes passe-partout.

L'approche retenue par l'auteur est ambitieuse. D'une part, elle vise à traiter tous les types de fragilités, ainsi que de réussite et d'échec. D'autre part, elle marie l'économie politique, la géographie, l'histoire et le sociétal. Enfin, elle s'appuie sur les réflexions propres de Mills, des enquêtes de terrain, des interviews d'acteurs positionnés sur la question ainsi que de nombreuses références bibliographiques, relevant d'ailleurs plus des médias que du monde scientifique. À quoi s'ajoutent, originalité de l'ouvrage, des études de cas ciblant 30 pays. Pourtant, le lecteur peut parfois se demander s'il a entre

les mains un livre de vulgarisation de type journalistique, des souvenirs de voyage où l'auteur se met en scène comme interlocuteur de grands de ce monde, ou des analyses solidement fondées.

Cet ouvrage se lit aisément du fait de ce mélange des genres signalé, et il est une bonne introduction à la question des États fragiles pour un lecteur découvrant la problématique. Mais il souffre de deux défauts. Le premier est que Mills, assez paradoxalement, recourt à une recette passe-partout, que par ailleurs il récuse, en faisant de la libre entreprise et de la démocratie une solution *sine qua non*, qui le conduit à passer sous silence la réussite de pays, notamment en Asie, usant de modèles différents. La seconde est que certaines de ces analyses pays, par exemple la Somalie, le Soudan du Sud, la Colombie ou Haïti, n'emportent pas la conviction du lecteur un tant soit peu au fait de ces situations.

Jean-Bernard Véron

**THE ESCAPE FROM BALANCE SHEET
RECESSION AND THE QE TRAP:
A HAZARDOUS ROAD FOR THE WORLD
ECONOMY**

Richard C. Koo

Singapour, Wiley, 2015, 320 pages

Le livre de Richard Koo est déconcertant. Sa forme est loin d'être parfaite et l'ensemble ressemble à une collection d'éditoriaux. Et pourtant, certaines idées sont stimulantes et le sujet est important. L'ouvrage est une mise en garde vis-à-vis de ceux qui se réjouissent des baisses de prix parce qu'elles augmentent le pouvoir d'achat quand les salaires sont gelés, mais

aussi de ceux qui plaident en faveur de la réduction du déficit budgétaire pour des raisons de bonne gestion. Comme de nombreux économistes ayant vécu de l'intérieur les débuts de la déflation japonaise des années 1990, l'auteur craint que les économies occidentales ne soient en train de laisser se refermer sur elles le piège dans lequel le Japon est tombé dans les années 1990.

Le livre s'ouvre sur l'idée que les autorités publiques et de nombreux économistes ont posé un diagnostic erroné sur la crise, qui les a conduits à mettre en œuvre des politiques jugées peu efficaces, voire – comme les politiques d'assouplissement monétaire – ayant un effet aggravant. Cette erreur de diagnostic viendrait de l'absence de distinction entre deux types de crises. D'une part celles que causent les excès d'endettement et les bulles sur les prix d'actifs, et d'autre part celles produites par un processus de destruction créatrice. Les crises causées par l'éclatement des bulles dévalorisent les actifs, ce qui conduit les agents économiques à tout faire pour rembourser leur passif afin d'équilibrer leur bilan. Il en découle que la déflation ne peut être évitée qu'au prix d'une forte augmentation de la dépense publique, afin de compenser l'augmentation du taux d'épargne des agents privés. Parce qu'elles ne compensent pas le manque de dépenses, Koo juge que les baisses de taux d'intérêt sont inefficaces pour lutter contre ce type de crise, et que les politiques d'achat d'actifs sont contre-productives parce qu'il est très difficile d'en sortir.

L'auteur mobilise sa théorie des crises dues à la dette pour expliquer la durée de celle qui a sévi au Japon dans les années 1990 et 2000. Il montre la similarité des processus entre la crise

japonaise et la crise aux États-Unis et dans l'Union européenne. À cet égard, le dernier chapitre du livre souligne le contraste saisissant entre, d'une part, l'augmentation de 17 % des dépenses publiques chinoises et la relative bonne santé de l'économie, et d'autre part la réaction des autorités aux États-Unis et en Europe, où la politique monétaire a dû compenser la timidité des déficits budgétaires.

Le diagnostic posé par l'auteur n'est pas sans lien avec le concept de « déflation par la dette » proposé par Fischer pour expliquer l'ampleur de la crise des années 1930. La défense de la politique budgétaire comme seul outil à même de sortir l'économie d'une récession causée par la dette est une transposition directe des idées de Keynes. Pourtant, le concept de « trappe à liquidité » n'est jamais mobilisé. Ces auteurs ne sont pas cités. Ce qui crée une forte impression de redite, alors même que l'ambition affichée par Koo est d'écrire un ouvrage de référence. La forme aurait par ailleurs gagné à être travaillée davantage. Les répétitions sont nombreuses, les approximations abondent – notamment sur l'Euro –, et quelques conseils dangereux de politique économique en découlent, par exemple quand l'auteur prône une plus grande segmentation des marchés de dettes publiques dans les unions monétaires.

Vincent Bignon

AUSTERITY: THE GREAT FAILURE

Florian Schui

New Haven, CT, Yale University Press, 2014, 219 pages

Le retour en force des politiques d'austérité depuis 2010 a fait couler des flots

d'encre. Florian Schui s'invite dans ce vaste débat en approchant le sujet du point de vue de l'histoire des idées. Bien que son auteur soit à l'origine un historien universitaire, *Austerity: The Great Failure* est un ouvrage qui s'adresse au grand public. Quoique peut-être justifiées par une volonté pédagogique, ses simplifications parfois extrêmes laisseront souvent perplexes les experts de l'histoire des faits et des théories économiques.

La thèse est facile à résumer : les arguments avancés au cours des siècles par les partisans de l'austérité (Aristote, Rousseau, Smith, Malthus, Hayek...) ont toujours été de nature strictement morale ; ce sont plutôt ses adversaires (notamment Mandeville et Keynes) qui ont développé une logique véritablement économique. Le bien-fondé de cette thèse est incontestable, mais la manière dont le livre la développe ne peut avoir hélas d'impact profond sur le débat actuel. En effet, l'auteur adopte une définition assez restrictive de l'austérité, qu'on peut selon lui réduire à l'abstinence de la consommation. Pourtant, ce n'est pas vraiment cette dimension qui est au cœur de l'idéologie contemporaine de l'austérité, plutôt centrée sur la question de la taille « excessive » de l'État et son intervention « illégitime » sur les rapports de force entre acteurs économiques.

Cette deuxième dimension n'est abordée dans le texte que dans un seul chapitre, celui consacré à Hayek – sans doute le plus intéressant, mais aussi le moins bien intégré dans le corps de l'ouvrage. Derrière le parti pris discutable de Schui se cache le fait que son point de vue sur la science économique est partiel – comme le chapitre final, consacré à la philosophie des besoins humains, le révèle. L'auteur paraît

croire que le but de la discipline est la maximisation de la *croissance* et raisonne comme si toute la pensée économique pouvait se réduire à la macroéconomie. Néanmoins, le véritable but de cette science demeure en réalité la maximisation du *bien-être* – quelle que soit la définition de ce mot – et certaines de ses branches, notamment l'économie publique, ont développé depuis longtemps des réflexions approfondies autour de l'austérité que l'ouvrage ignore complètement.

La limite principale du livre est cependant son hypothèse « historiciste » : la force des idées serait déterminée par leur adéquation à l'esprit du temps. Pour Schui, les arguments de Mandeville devinrent populaires parce qu'ils représentaient la nouvelle réalité de l'époque de la Révolution commerciale, ceux de Keynes parce qu'ils étaient à l'unisson des sentiments du public pendant la Grande Dépression. Cela ouvre un véritable paradoxe : si l'on développe jusqu'au bout cette logique déterministe, on est obligé de conclure que la montée actuelle de l'idéologie de l'austérité sera malgré tout irrésistible : d'où l'inutilité de dénoncer qu'elle ait toujours été « un grand échec ». Mais comment expliquer alors l'intense « renaissance keynésienne » de 2008-2009 et son soudain reniement depuis 2010 ? N'y a-t-il peut-être pas d'autres facteurs plus concrets derrière le succès de certaines (mauvaises) idées et l'insuccès de certaines autres (bonnes) idées ? L'ouvrage fournit indirectement quelques éléments de réponse, mais un traitement un peu moins léger d'une question aussi importante aurait sans doute été souhaitable.

Stefano Ugolini

AMÉRIQUES

PUISSANCES MOYENNES DANS LE JEU INTERNATIONAL. LE BRÉSIL ET LE MEXIQUE AUX NATIONS UNIES

Mélanie Albaret

Paris, Presses de Sciences Po, 2014, 216 pages

Mélanie Albaret analyse les politiques du Brésil et du Mexique à l'ONU depuis 1945, plus spécifiquement au Conseil de sécurité, à la Commission des droits de l'homme (que remplace en 2006 le Conseil des droits de l'homme) et à la Conférence des Nations unies pour le commerce et le développement (CNUCED). Ce livre, issu d'une thèse en science politique, est donc à l'intersection de trois champs de recherche: l'histoire diplomatique du Brésil et du Mexique, l'étude du multilatéralisme onusien, la sociologie des relations internationales.

Albaret distingue trois manières d'être du Brésil et du Mexique à l'ONU. La première, de 1945 au milieu des années 1960, est qualifiée « d'amultilatérale ». Dans les limites strictes posées par la bipolarité, les politiques non coopératives déployées par le Mexique et le Brésil sont guidées par des considérations étrangères au multilatéralisme. Le Mexique opte pour une attitude apathique: après 1946, il ne siège plus au Conseil de sécurité et prône à la tribune de l'Assemblée générale une « politique du silence ». Le Brésil conçoit sa participation aux Nations unies comme le prolongement de sa relation bilatérale avec les États-Unis: le ministère des Relations extérieures appuie la démarche américaine visant à faire obstacle à l'examen de la situation au Guatemala en 1954.

La deuxième période, du milieu des années 1960 à la fin des années 1980, se caractérise par un « multilatéralisme limité ». Dans un contexte marqué par la multiplication des acteurs onusiens (nouveaux États membres, participation accrue des représentants de la société civile), les régimes autoritaires brésilien et mexicain cherchent à se préserver des incidences négatives du multilatéralisme, en orientant par exemple les débats à la Commission des droits de l'homme, tout en l'utilisant pour asseoir leur légitimité, et en se faisant par exemple à la CNUCED les étendards d'un tiers-mondiste purement déclaratoire.

Les dernières années de la décennie 1980 marquent le passage à un multilatéralisme coopératif, fruit d'évolutions tant internes qu'externes. La fin de la guerre froide et la démocratisation des régimes brésilien et mexicain entraînent une participation plus active et plus sincère de ces deux pays au multilatéralisme onusien. Le Brésil et, dans une moindre mesure, le Mexique, sont régulièrement membres non permanents du Conseil de sécurité; ils prennent à bras-le-corps quelques thématiques à la Commission des droits de l'homme (le droit des enfants pour le Mexique, l'orientation sexuelle pour le Brésil); ils participent aux opérations de maintien de la paix de l'ONU et délaissent les débats stériles de la CNUCED pour le GATT/OMC.

En digne élève de Guillaume Devin et de Bertrand Badie, Mélanie Albaret utilise les instruments de la sociologie pour étudier les relations internationales, tant au niveau interne qu'externe. Au niveau interne, elle souligne les « dynamiques circulaires de l'engagement multilatéral », montrant l'interaction entre la politique étrangère d'un État et ses évolutions

internes. Au niveau externe, elle dessine, à travers les exemples brésilien et mexicain, les stratégies envisageables pour les « puissances moyennes ». Des stratégies qui se déploient à l'ONU mais aussi dans des clubs plus ou moins formels (BRICS, G20, IBAS...), dont l'étude reste à faire.

Yves Gounin

MOYEN-ORIENT

LA QUESTION D'ORIENT

Jacques Frémeaux
Paris, Fayard, 2014, 613 pages

Spécialiste de l'histoire coloniale et du Moyen-Orient, Jacques Frémeaux livre une fresque remarquable sur un invariant historique en 13 chapitres chronologiques enrichis d'une conséquente bibliographie. De passionnants développements sont consacrés aux impérialismes de la Grande-Bretagne, de la Russie et de la France, soucieux autant de limiter les avancées de leurs concurrents que d'agrandir leurs propres zones d'influence. L'un des mérites de l'auteur est néanmoins de ne pas se limiter aux seules rivalités diplomatiques. L'Orient a suscité l'intérêt de générations de penseurs, de savants et d'artistes. Frémeaux évoque la démarche intellectuelle et spirituelle qui a poussé les Européens vers l'Orient géographique – démarche qui a accompagné (et souvent justifié) des entreprises politiques et commerciales. Tout au long de l'ouvrage, l'auteur revient sur les évolutions conceptuelles de l'Orient : c'est après la Première Guerre mondiale que le terme de « Moyen-Orient » finit par supplanter « Proche-Orient » et « Levant », au point de recouvrir

parfois jusqu'à l'Afrique du Nord, mais en laissant les Balkans et très souvent la Turquie en dehors.

Quels constats suggère cette somme ? Premièrement, l'Orient n'a jamais été aussi divisé qu'aujourd'hui. Aucun des trois empires – ottoman, perse et moghol des Indes – n'a subsisté, faute de s'être protégé des entreprises occidentales menées depuis le ^{xvi}^e siècle. Les peuples qui constituaient ces empires ont été disloqués ; les traditions familiales ou les logiques d'appartenance se sont dissoutes face à de nouveaux idéaux nationalistes ou ethniques. L'auteur avance que la situation actuelle de l'Orient ne peut être entièrement prise comme l'aboutissement des phénomènes de recomposition de cette zone (décolonisation, guerre froide, émergence du nationalisme arabe, effondrement du bloc soviétique).

Deuxièmement, l'Orient redevient un centre de gravité entre Occident et Asie. Avec la mondialisation, la région est redevenue incontournable comme lieu de transit dans les échanges internationaux, et pour ses réserves en hydrocarbures. Aussi n'est-il pas surprenant de constater l'étroite surveillance militaire exercée par les Britanniques jusqu'en 1945, puis par les Américains.

Enfin, émerge avec force la question de l'islam, dont Frémeaux livre une analyse pessimiste. Il met en évidence les difficultés structurelles, liées notamment à une transition démographique en cours qui voit une génération exceptionnellement nombreuse arriver à l'âge adulte dans un contexte de bouleversement des habitudes familiales et d'absence d'opportunités économiques. Il relève les impasses politiques liées au développement, dans un climat d'affrontements rarement apaisés,

de régimes aux tendances kleptocrates marquées, de retards de l'éducation – notamment religieuse –, et de mondialisation de l'information.

Les métamorphoses les plus récentes – et les plus dangereuses – de l'islam politique sont d'un autre ordre. Né d'une mouvance terroriste dont la croissance fut favorisée par les impasses politiques de la région, le nouveau djihadisme semble n'exister que comme force explosive trouvant sa finalité en elle-même ou dans un projet de déflagration mondiale. Son lien avec l'islam sert avant tout à enfermer l'ensemble des musulmans dans un inextricable conflit de civilisation avec l'Occident – et à repousser toute solution raisonnable à ce qu'est aujourd'hui la question d'Orient.

Julien Nocetti

PALESTINE AND WORLD WAR I: GRAND STRATEGY, MILITARY TACTICS AND CULTURE IN WAR

Eran Dolev, Yigal Sheffy et Haim Goren (dir.)

Londres, I.B. Tauris, 2014, 340 pages

Plus que tout autre théâtre du versant oriental de la Première Guerre mondiale, la Palestine a fait l'objet d'un grand nombre d'études. Pourtant, les discussions autour du rôle décisif ou non du général Allenby pendant la guerre montrent que certains points restaient à clarifier. Le présent ouvrage, qui rassemble 17 contributions, croise différentes approches pour montrer les dynamiques multiples à l'œuvre sur ce champ de bataille. En ouverture des échanges réunis ici, Jay Winter se demande dans quelle mesure la Palestine a connu une guerre totale. Deux réponses lui sont fournies.

L'introduction rappelle la différence notoire entre les fronts européens de l'Ouest et ceux de l'Orient arabe – seuls les premiers connaissant des mobilisations de type industriel, les seconds en revanche voyant se dérouler le premier génocide du xx^e siècle. Les contributions suivantes nuancent fortement cette première dichotomie, en montrant des implications variées sur le terrain palestinien, qui rappellent la dimension mondiale de la guerre et ses capacités mobilisatrices en matière d'équipements, mais aussi de ressources.

L'ouvrage est divisé en cinq grandes parties. La première regroupe un ensemble d'études de cas sur les groupes nationaux extérieurs mobilisés pour le combat sur le théâtre de l'Orient arabe. Alsaciens et Italiens se retrouvent aux prises dans les combats. Notons ici la manière dont interventions militaires et jeux diplomatiques sont imbriqués et explicités, dans le cas italien par exemple. Les deuxième et troisième parties proposent une approche plus classique d'histoire militaire. Leur intérêt principal est d'éclairer certaines dimensions méconnues : usage de l'aviation et qualité de l'information au cours des combats, importance des batailles psychologiques ou encore rôle des hommes (et en particulier du général Allenby), ou des groupes humains placés devant des choix stratégiques dans la définition des loyautés. La quatrième partie donne accès aux lieux de la guerre – Jérusalem –, incarnés par des acteurs vivant sur place – le consul espagnol jouant de sociabilités ordinaires pour construire des espaces de dialogue en temps de conflit. Elle précise l'incidence de la guerre sur les acteurs, tel le *Community Committee* de Haïfa, qui propose une approche transconfessionnelle dans le secours et offre une

réponse originale à la crise des déplacements internes. Enfin, la cinquième partie se penche sur l'incidence de la guerre sur la production littéraire, remarquant le peu de récits en hébreu des expériences de guerre.

Il est toujours difficile d'articuler les contributions multiples dans un ouvrage collectif. Il est tout de même surprenant de ne pas voir l'intégralité des chapitres portant sur les conditions quotidiennes être réunis. De même, certaines interventions semblent se détacher du cadre palestinien, qui ne devient dès lors qu'un prétexte à parler d'autre chose. Hors ces deux faiblesses compréhensibles dans le cadre d'un travail collectif, il faut souligner le dialogue entre les chapitres, qui affine notre compréhension de la guerre, et la mise à jour de nouvelles documentations, telles que les sources allemandes et les autobiographies politiques. Sans nul doute, cet ouvrage nous révèle que la Première Guerre mondiale, dans son versant oriental, reste sujette à enquêtes fructueuses.

Mathieu Rey

L'ÉGYPTE EN RÉVOLUTIONS

Bernard Rougier et Stéphane Lacroix (dir.)
Paris, Puf, 2015, 328 pages

Quatre ans après le renversement d'Hosni Moubarak, les caméras ont déserté la place Tahrir. C'est maintenant que l'on peut prendre le recul nécessaire à l'analyse de la période de reconstruction, et que commence le travail des chercheurs. Ce livre regroupe différentes études, tant démographiques que politiques, historiques et économiques, permettant de comprendre au mieux l'Égypte d'aujourd'hui.

Mohamed Morsi, premier président égyptien élu démocratiquement en 2012 et issu de la formation des Frères musulmans, est présenté tantôt comme un bâtisseur, tantôt comme un homme politique dépassé par la situation. Son parti est présenté par Patrick Haenni sous un jour peu connu des Occidentaux. Le chercheur s'intéresse en effet aux structures mises en place par les Frères musulmans pour les hommes d'affaires, sur lesquelles la reconstruction du pays devait reposer. *L'Egyptian Business Development Association* (Ebda) devait par exemple permettre d'accroître sur le long terme les partenariats public-privé. Pourtant, aussi surprenant que cela puisse paraître, ces structures économiques reposaient sur des partenariats très forts avec des hommes d'affaires coptes et proches de l'ancien régime, tels Mansour Amer ou Sawfat Thabet.

C'est par l'investissement que le parti voulait redresser l'économie égyptienne et créer de l'emploi. Tout comme sur le terrain, à l'intérieur même des quartiers où ils ont fait campagne pendant plusieurs dizaines d'années, les membres de la confrérie savaient que l'argent permet de gagner des soutiens, et que le travail est la voie qui sortira le pays de son marasme. Ainsi les députés issus de ce parti enchaînent-ils, comme ils l'ont toujours fait, les foires aux vêtements, tandis que les leaders du mouvement travaillent avec les entreprises les plus importantes du pays. Peu à peu, les élites se coupent de la base alors que la confrérie reposait sur un terreau populaire. C'est notamment cette rupture avec la population égyptienne qui est à l'origine de l'échec du processus de reconstruction. Les votes à répétition aussi : de mars 2011 à juin 2012, soit sur une période d'un peu plus d'un an, la révolution a provoqué 17 scrutins...

Ce livre permet également de revenir sur les soubresauts qui ont mené au coup d'État perpétré par l'armée égyptienne, justifié par l'auto-attribution des pleins pouvoirs au président Morsi. Encore une fois, il est ici question d'argent et de construction. C'est en effet la volonté des Frères musulmans d'installer un pôle économique fondé sur les nouvelles technologies le long du canal de Suez qui a fâché une armée qui souhaitait garder les pleins pouvoirs dans le Sinaï. Après le coup d'État, le maréchal Sissi, nouveau chef du pays, s'empare de l'assemblée constituante et y fait siéger 85 % de représentants de syndicats officiels proches de l'appareil d'État, s'assurant ainsi de l'absence d'une opposition trop virulente.

En croisant différentes études et angles de vue, le présent ouvrage permet de reconstituer l'histoire: celle d'un pays au processus de reconstruction raté alors que, selon les chercheurs, tous les éléments étaient là et pouvaient créer les conditions d'une réussite, aussi longue eût-elle été à se manifester.

Julie Gomme

**IRAK, LA REVANCHE DE L'HISTOIRE.
DE L'OCCUPATION ÉTRANGÈRE À L'ÉTAT
ISLAMIQUE,**

Myriam Benraad

Vendémiaire, 2015, 288 pages

L'histoire politique récente de l'Irak est aussi complexe qu'essentielle pour les affaires du monde. Myriam Benraad, spécialiste reconnue de la question, déjà auteur d'un excellent *L'Irak* (Le cavalier bleu, 2010), nous en décrit ici les détails, comme on décrit une tragédie dont l'action des nombreux protagonistes entraîne vers le chaos, avec

pour point omega l'éclatement de fait du pays et le développement de Daech sur ses ruines.

En 13 courts chapitres soutenus par un très solide appareil critique et une belle bibliographie, la démonstration de la culpabilité de tous dans le désastre de cette nation pourtant privilégiée est aussi brillante qu'implacable. Myriam Benraad montre ainsi parfaitement l'enchaînement des mauvais calculs occidentaux depuis le partage de l'empire ottoman entre Britanniques et Français jusqu'à l'occupation américaine, dont on continue à mesurer chaque jour l'amateurisme aux graves conséquences, un amateurisme tellement hallucinant qu'il en passerait pour réfléchi. Les responsabilités internes sont aussi clairement exposées – c'est un des plus grands mérites de l'ouvrage –, entre les ravages des ambitions personnelles, de Saddam Hussein à Nouri Al-Maliki, n'hésitant pas à sacrifier la cohésion du pays pour se maintenir au pouvoir, la faiblesse et la corruption de toute la classe politique, les rivalités ethniques ou confessionnelles, et l'incapacité des groupes et tribus, notamment sunnites, à s'unir en dépit d'un sentiment national fort. Les États voisins, Syrie, Turquie, Iran et monarchies arabes ne sont pas en reste, participant tous à des degrés divers à la désunion en sponsorisant les acteurs armés au gré de leurs intérêts. Tout le monde donc a concouru au désastre, et ce n'est visiblement pas terminé.

Le Sunnistan irako-syrien est désormais au centre de lignes de fracture entre «croissant chiite», monde arabo-sunnite, Turquie néo-ottomane et Kurdistan(s), rivaux arabes, jusqu'aux «nouvelles puissances» extérieures à la volonté usée par la guerre contre le terrorisme, et à nouveau rivales. Ce Sunnistan est en cours d'effondrement.

Les frontières artificielles imposées par les Occidentaux ont volé en éclats sous la pression de toutes ces tensions, et on ne perçoit à la lecture de ce livre guère de scénarios optimistes à court terme. Si la réconciliation est la solution la plus souhaitable, la partition définitive, la perpétuation de la guerre et le développement du djihadisme semblent malheureusement infiniment plus probables.

Les ouvrages de synthèse en langue française sur l'histoire politique de l'Irak sont rares. Celui-ci se révélera indispensable à qui veut comprendre les enjeux de cette crise lointaine mais dont les ondes de choc provoquent des effets jusque sur notre sol.

Michel Goya

BEN-GURION: FATHER OF MODERN ISRAEL

Anita Shapira

New Haven, Yale University Press, 2014, 288 pages.

L'originalité de cette courte biographie est moins de retracer exhaustivement le parcours exceptionnel du fondateur de l'État d'Israël que d'offrir un portrait intimiste et original pour mieux comprendre ses grandes décisions publiques. Shapira évite ainsi l'écueil hagiographique. Dans les premiers chapitres, consacrés à l'enfance polonaise à Plonsk puis au départ en Palestine, l'auteur montre que si Ben Gourion était un jeune homme intelligent, rien dans son parcours ne signalait alors de talent particulier. On découvre ainsi une jeunesse parfois laborieuse, les déceptions de l'émigration palestinienne et un passage éclair à Istanbul pour se former au turc. Plus loin, Shapira souligne le contraste au sein du mouvement sioniste entre un Ben Gourion peu charismatique, jugé

plutôt rustre, et un Chaim Weizmann brillant, polyglotte et raffiné. C'est pourtant le premier qui finit par prendre l'ascendant au terme de luttes en congrès.

Pour Shapira, la carrière de Ben Gourion se transforme en destin parce qu'il est doué pour les manœuvres politiques et doté d'une intuition précieuse. Alors que Chaim Weizmann entretient durant la Seconde Guerre mondiale des liens étroits avec les élites américaines afin de les rallier à la cause sioniste, Ben Gourion comprend très vite que l'enjeu véritable est de séduire l'opinion publique aux États-Unis, qui peut garantir à terme un soutien indéfectible. De même, dès la fin 1945, Ben Gourion est convaincu que l'accession à la souveraineté d'Israël se traduira par une guerre avec les voisins arabes. Une telle prophétie peut sembler aujourd'hui évidente, mais Shapira note que cette idée de confrontation militaire, au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, n'était guère envisagée ailleurs. Autre exemple, une fois Premier ministre, Ben Gourion promeut dès 1952 un rapprochement avec l'Allemagne de l'Ouest – «une Allemagne différente».

Si plusieurs modèles de leaders nationaux sont évoqués au fil des pages (Atatürk, Charles de Gaulle), c'est la figure de Winston Churchill qui s'impose. Tout d'abord parce que Ben Gourion lui-même ne cachait pas son admiration pour le Premier ministre britannique. Mais Shapira évoque Churchill aussi parce qu'elle relève des similitudes dans les trajectoires ambivalentes des deux leaders. Comme Churchill, Ben Gourion était un politique plutôt décrié en temps de paix, qui excellait en temps de guerre. Dans les derniers chapitres, l'inadaptation de Ben Gourion, à la fin de sa vie, à la

société israélienne, et son décès dans une certaine indifférence, peu après la guerre de 1973, frappent le lecteur.

Avec le parcours de Ben Gourion, Shapira éclaire aussi les débats contemporains en Israël. En homme de la première moitié du *xx*^e siècle, celui-ci fut insensible à la condition des populations arabes déplacées, mais s'opposa à l'idée de conquêtes territoriales: à plusieurs reprises, il souligna qu'Israël devait peupler son territoire de 1948 plutôt que l'étendre. Enfin, on peut méditer sur cette question formulée par Ben Gourion en 1951: «Durant des centaines d'années, le peuple juif a posé une question sous forme de prière: un État peut-il être fondé pour ce peuple? Personne n'a considéré la question terrifiante: un peuple peut-il être fondé une fois l'État établi?» Une interrogation fascinante, au cœur des débats contemporains sur l'identité israélienne et l'actualité du sionisme.

Jean-Loup Samaan

LES FRÈRES MUSULMANS ET LE POUVOIR

Pierre Puchot (dir.)

Paris, Galaade, 2015, 368 pages

Les différents chapitres de ce livre collectif, écrits par certains des meilleurs spécialistes de l'islamisme et de l'islam politique, offrent une perspective comparative intéressante et des clés de compréhension inédites. C'est notamment le cas du chapitre sur la Tunisie de Pierre Puchot, qui a dirigé ce volume, et qui propose, au travers de nombreux témoignages d'acteurs de premier plan, une analyse approfondie des frictions internes au parti El-Nahda et de son évolution par rapport au pouvoir politique et à la gestion de celui-ci. Il en va de même pour

le chapitre sur le Maroc, de Haoues Seniguer, qui souligne la position quasi unique du Parti de la justice et du développement (PJD) au sein du monde arabe, en ce qui concerne son intégration dans le système politique marocain et son positionnement vis-à-vis du pouvoir du roi. Le chapitre sur le Qatar de Mahmoud Al-Ashmawi illustre toute la complexité des relations qu'entretient la «petite» puissance régionale avec les Frères musulmans, notamment égyptiens. Le Qatar, loin d'apporter un soutien inconditionnel aux Frères, les instrumentalise depuis longtemps, de façon ambiguë et pragmatique.

D'autres chapitres du livre, portant sur des objets davantage étudiés, détonnent moins. C'est notamment le cas de celui qui traite des Frères musulmans égyptiens, qui constitue néanmoins une contribution importante pour la compréhension de la période tourmentée suivant la chute de Moubarak et la brève présidence de Mohamed Morsi. Ce chapitre est d'ailleurs bien complété par l'essai de Romain Caillet et Pierre Puchot «Hizb An-Nour, État islamique... salafistes et Frères: les cas égyptien et syrien», ainsi que par le texte signé par Ann Viden consacré au dilemme que rencontre la politique américaine face aux Frères musulmans. Il n'y a rien à redire sur le chapitre de Stéphane Lacroix sur les Frères musulmans et l'Arabie Saoudite – un sujet que personne ne maîtrise mieux que lui.

De façon plus large, on peut se demander pourquoi les termes d'«islam politique» n'ont pas été employés à la place des «Frères musulmans» dans le titre de l'ouvrage. En effet, les raisons pour lesquelles, et la manière dont la pensée de la confrérie égyptienne s'est propagée dans le pays n'est abordée ni dans

L'introduction ni dans les différents chapitres, non plus que la question centrale de savoir comment aujourd'hui encore des représentants de courants différents de l'islam politique peuvent être qualifiés de « Frères ». À ce sujet, les relations des « Frères » avec les autres forces politiques importantes des pays étudiés ne sont pas analysées de façon suffisamment approfondie, et les champs politiques respectifs ne sont pas décrits de manière assez détaillée. De plus, est-il possible de discuter des formations de l'islam politique et de leurs relations avec les pouvoirs en place en se passant de l'analyse du profil socio-économique type de leurs bases, et des revendications sociales, économiques et politiques qu'elles défendent ? Cet aspect essentiel de l'analyse est abordé dans la plupart des textes de façon superficielle. Enfin, alors que la quatrième de couverture fait mention d'une partie consacrée à la Libye, on peut déplorer que l'examen de la situation dans ce pays, pourtant menacé d'effondrement avec les conséquences régionales que l'on imagine, se limite à un encadré très sommaire d'à peine deux pages.

Abdelasiem El Difraoui

AFRIQUE

PRENDRE SOIN DE SA POPULATION, L'EXCEPTION BOTSWANAISE FACE AU SIDA

Fanny Chabrol
Paris, Éditions de la MSH, 2014,
232 pages

Le Botswana a su échapper aux crises et aux conflits qui ont secoué le continent africain. L'accès à l'indépendance en

1996 y fut pacifique, la découverte de mines de diamants dès 1967 lui a épargné la crise économique des années 1990. Pays démocratique, considéré comme un modèle en Afrique, il connaît une progression constante des indicateurs de développement lorsqu'il est frappé de plein fouet, à partir de 1985, par le sida. Au début des années 2000, son niveau de séroprévalence est le plus élevé au monde.

La sociologue Fanny Chabrol analyse la politique de santé publique mise en œuvre en réponse à cette crise par un pouvoir présidentiel engagé et « bien-faisant ». Grâce à un partenariat avec la firme pharmaceutique Merck et la fondation Bill et Melinda Gates, le pays est l'un des premiers à fournir un accès gratuit et généralisé aux antirétroviraux. Le succès de cette politique se traduit quinze ans après par une baisse du taux de transmission du VIH de la mère à l'enfant de 30 % à 2,1 % et une couverture des besoins en antirétroviraux de 90 % des personnes qui en ont besoin, résultats exceptionnels en Afrique.

L'accès aux traitements et l'organisation des soins sont analysés sous l'angle de la citoyenneté. En effet, si le Botswana « prend soin » de sa population, ce privilège est réservé aux seuls citoyens botswanais – alors que dans les pays d'Afrique de l'Ouest et centrale comme le Cameroun, le Burkina-Faso et le Sénégal, l'accès aux antirétroviraux a été accordé sur des critères de résidence et non de citoyenneté. Cela induit une redéfinition d'une communauté morale fondée sur l'origine ethnique assimilée à la citoyenneté, qui conditionne l'interaction entre les soignants et les patients, et légitime un rapport autoritaire. L'observance est conçue comme un devoir citoyen en contrepartie du privilège d'être soigné.

Dans les consultations prénatales, les femmes enceintes qui se savent séropositives sont montrées du doigt et jugées être des citoyennes irresponsables, condamnation qui perdure plus que dans d'autres régions d'Afrique.

On pourrait discuter l'interprétation des relations soignants-soignés à travers le seul prisme de l'appartenance à la communauté morale. On retrouve ces attitudes d'inquisition et de culpabilisation des patients, ainsi que de réprobation à l'égard des femmes enceintes séropositives, dans d'autres contextes africains et sur d'autres logiques, indépendamment des questions de citoyenneté.

Décidée dans un contexte d'urgence nationale, et légitimée par la hantise d'un afflux de migrants, la décision de ne fournir les traitements qu'aux citoyens botswanais a posé des questions de santé publique devenues politiques. La citoyenneté a été élargie aux conjoints étrangers de nationaux, et un dispositif financé par les États-Unis a permis un compromis pour traiter les réfugiés.

L'ouvrage de Fanny Chabrol est une analyse remarquable des mécanismes qui ont permis le succès du programme de lutte contre le sida au Botswana. La place prépondérante de l'État, qui a organisé l'ensemble du dispositif, dans un registre d'exclusivité nationaliste, bienfaisant et autoritaire qui laisse peu de place à l'expression de la société civile, constitue une particularité en Afrique. On se laisse porter avec bonheur par un texte qui alterne récit historique, analyses sociologiques, contextes politiques, et témoignages de soignants et de patients.

Gabrièle Laborde-Balen

ASIE

JAPAN, THE PARADOX OF HARMONY

Keiko Hirata, Mark Warschauer
New Haven et Londres, Yale
University Press, 2014, 300 pages

GÉOPOLITIQUE DU JAPON, UNE ÎLE FACE AU MONDE

Jean-Marie Bouissou
Paris, PUF, 2015, 208 p

Rédigé par la politiste Keiko Hirata et le spécialiste en sciences de l'éducation Mark Warschauer, *Japan, the Paradox of Harmony* offre sur le Japon d'aujourd'hui le meilleur et le moins bon d'une approche, fréquente aux États-Unis, qui mélange démarche scientifique et journalisme d'investigation. On y trouvera ainsi des informations récentes, précises et parfois percutantes, mais aussi des généralités convenues, voire quelques erreurs. L'affirmation, malheureusement habituelle, d'un taux de suicide élevé dans l'archipel est fautive puisque celui-ci se situe depuis près d'un siècle dans la moyenne de la plupart des pays industrialisés, et qu'elle ne prend pas en compte les énormes différences socio-géographiques (cette mort est deux fois plus fréquente dans les départements du Nord-Est qu'à Tokyo, peu courante à Okinawa) ou de genre (taux faible chez les femmes).

L'obsession, également récurrente, qui consiste à dénicher la clef de lecture pour expliquer un supposé mystère japonais, systématise l'analyse de façon artificielle. Ici, c'est le *wa* (l'harmonie) qui est appelé à la rescousse. Ce type d'analyse peut être efficace car, effectivement, cette conception structure les

rapports sociaux –, mais elle se révèle souvent insuffisante. Dans un pays traversé de tensions en tout genre, l'harmonie est généralement une chimère et relève plutôt d'une rhétorique idéologique destinée à réguler les rapports en question. Ce défaut ne débouche toutefois pas sur le culturalisme cher aux « traités de japonité » (*Nihonjinron*) qui ont fait fureur pendant le dernier quart du ^{xx}e siècle, mais de justesse. Car l'ouvrage offre des mises au point éclairantes, par exemple sur la réalité du travail dans les entreprises, l'évolution de la condition féminine (avec une articulation souvent oubliée entre celle-ci et la dénatalité), ou encore la catastrophe nucléaire de Fukushima. Un index en fin d'ouvrage permet d'en faire un outil précieux.

De son côté, le politologue Jean-Marie Bouissou ressort avec provocation l'idée d'un Japon comme « une île face au monde », mais pour la dénoncer aussitôt comme fautive – chacun sait qu'il s'agit d'un archipel – et l'utiliser de façon métaphorique ou heuristique. Son livre, solidement charpenté et argumenté expose, souvent avec brio, les principaux défis économiques, sociaux et politiques du pays, en

prenant une perspective non pas isolante, ou encore moins culturaliste, mais située dans les enjeux spatio-temporels de la globalisation.

On regrettera toutefois un développement succinct sur deux aspects majeurs dans un propos par ailleurs actualisé : la décentralisation (l'économie des finances locales et la recomposition, certes partielle ou problématique, de la classe politique) et l'accident nucléaire de Fukushima (la dimension géopolitique et historique de la question, le révélateur des failles politiques du système, la remise en cause de la fascination technologique des Japonais).

Sur ce dernier point, on trouvera matière à réflexion dans la publication commentée du récit écrit par le défunt Yoshida Masao, directeur de la centrale de Fukushima Dai Ichi. Il est néanmoins entendu que la contextualisation historique, géopolitique et politique de la catastrophe n'est pas le souci des auteurs préoccupés par une vision technicienne et gestionnaire, bien que ce soient précisément la technique et la gestion qui aient failli.

Philippe Pelletier, en